

LE COURRIER ROUMAIN

Le premier Journal publié dans le pays roumain, le 8 Avril 1829, par J. HELIADE-RADULESCO
PUBLICATION - NOUVELLE SERIE - QUI PARAIT DEUX FOIS PAR MOIS EN LANGUES FRANÇAISE ANGLAISE ET ROUMAINE

DIRECTEUR : **Constantin ARSENE**

Président du CENTRE SYNDICAL des
JOURNALISTES et PUBLICISTES ROU-
MAINS DEMOCRATES REFUGIES.

ABONNEMENTS

FRANCE : 3.000 Frs par an, 1.500 Frs pour 6 mois
1.000 Frs pour 3 mois
TOUS LES AUTRES PAYS : 30 Dollars par an,
15 Dollars pour 6 mois

ADRESSE POUR CORRESPONDANCE :

Constantin ARSENE
6, Rue Tréyon PARIS-17^e
Téléphone : GAL 31-26 C. C. Postal 10361 07
Dépôt légal : No 17.288/1953 KONEOTYPE

SOMMAIRE



- LE PLAN D'IMMIGRATION D'ULBRICHT A ECHOUÉ par A. OTTO	page 2
- L'ACTUALITE POLITIQUE par VELLA	" 3
- BILAN DU CONSEIL DE L'EUROPE par Rolland POLLA	" 5
- CHANGE IN RUMANIA V. V. TILÉA	" 7
- "SCHIMBARE IN ROMANIA" (V.V. TILÉA) de I.G.M.	" 9
- PUNERE LA PUNCT de George V. SERDICI	" 11
- DUPA CEL DE AL IX-LEA CONGRES AL PARTIDULUI COMUNIST ROMAN de Alexandru TARNOPOL	" 17
- COMITETE NATIONALE și PRECESE VERBALE de I.G. MUĞUR	" 21
- DE-AR FI ADEVARAT (din "Acțiunea Catolică Română)	" 22
- CEASUL AL DOISPREZECELEA de I.D.M.	" 23
- IAR POLITICA LA MOSCOVA	" 24
- COMANDOURI DE MARINARI SI DE POLITISTI CAUTA LA PRINȚUL CAROL AL ROMANIEI, PE BANDITUL CAILOR FERATE EVADAT...DAR NU-L GAȘESC	" 26
- EPIGRAMA de I. BRAILEANU	" 27
- TRIBUNA CITITORILOR	" 28
- NOTE	" 30

N° 295-296

13-eme ANNEE 18-31 JUILLET 1965

LE PLAN D'IMMIGRATION D'ULBRICHT A ECHOUÉ

Le plan du président du Conseil d'Etat de la Zone soviétique, Walter Ulbricht, visant à "transplanter" des centaines de milliers d'Allemands vivant en Pologne, à échoué. Comme on a pu l'apprendre à Bonn de milieux bien informés, les accords secrets passés voici trois ans entre Berlin-Est et Varsovie ne peuvent se réaliser, parce que les Allemands qui se trouvent en Pologne ne montrent aucun intérêt. A l'heure actuelle, selon les estimations officielles, il y a encore 800,000 Allemands en Pologne et dans les régions orientales de l'Allemagne sous administration polonaise.

D'après les accords soviéto-polonais, Ulbricht voulait employer au moins pendant cinq ans les Allemands aptes à travailler (et éventuellement leur famille) en Zone soviétique, "afin de remédier au chômage qui sévit en Pologne". Plus tard, les Allemands devaient être intégrés. Les campagnes publicitaires, qui fonctionnent encore à plein régime dans les organismes est-allemands de Pologne, n'ont éveillé apparemment aucun écho. L'intérêt de venir travailler dans l'"Etat des ouvriers et des paysans" est inexistant. C'est uniquement dans le cadre du rapprochement des familles que des Allemands se sont rendus en zone soviétique. Cela représente environ 1.000 personnes par an.

Les derniers émigrants font l'éloge des autorités polonaises, qui n'exercent aucune pression politique sur les Allemands qui font une demande d'émigration. Les Polonais respectent les désirs des Allemands et les laissent libres d'aller en Zone soviétique ou en République fédérale.

Il ressort, d'autre part, d'une statistique publiée par la Croix Rouge allemande, que le gouvernement polonais se montre très généreux envers les derniers émigrants allemands. De 1955 à 1964, 302.414 Allemands ont reçu l'autorisation de venir s'installer définitivement en République fédérale. Et l'évolution se poursuit. Jusqu'à fin mai, 6.162 Allemands sont entrés en République fédérale dans le cadre du rapprochement des familles. Il est remarquable à ce propos que 60 % de ces émigrants sont aptes à travailler. Moins de 10 % seulement sont à l'âge de la retraite.

En opposition flagrante, on trouve la statistique des personnes qui quittent la Zone soviétique avec l'autorisation du régime pour venir s'installer en République fédérale : 90 % sont des retraités et des vieillards. Le reste est réparti dans les divers groupes d'âge.

*

Il y a peu de temps, un retraité de la "R.D.A." se voyait traîné devant les tribunaux, parce qu'il avait vendu une montre. Son "crime" était le suivant: lors d'un voyage en République fédérale, il avait vendu cet "objet de valeur" pour pouvoir s'acheter des chaussures. Quand un habitant de l'Allemagne de l'Est se rend en République fédérale, il reçoit un papier, commençant par les mots "cher citoyen", et qui dit qu'il n'a pas le droit de laisser des objets de valeur en République fédérale, même s'il s'agit d'un cadeau.

Et le retraité a été condamné à quatre ans de prison...

("FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG")

A. OTTO

LE COURRIER ROUMAIN

L'ACTUALITÉ POLITIQUE

Reçu le jeudi 22 juillet par M. Charles Lucet, directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, M. Robert McBride, ministre-conseiller à l'ambassade des Etats-Unis à Paris, a exprimé les regrets du gouvernement américain pour la violation involontaire des règles de circulation aérienne en France qui a été commise pendant des vols d'entraînement de routine.

Cette démarche fait suite à la protestation française consécutive au survol, dernièrement, par un avion de reconnaissance américain, de l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte. Cent soixante-quinze clichés des zones couvertes par le secret militaire avaient alors été pris.

Le ministre conseiller a donné l'assurance que de tels vols ne se renouveleront pas.

Dans les milieux autorisés français, on considère l'incident comme clos, même s'il a constitué un flagrant délit. Paris et Washington semblent s'accorder pour éviter toute exploitation de cet incident.

L'Espagne et le Marché commun. "La France est disposée à appuyer l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne, car l'Espagne, par son histoire et son importance, appartient depuis toujours à l'Europe", - a déclaré M. Roger Monmayou, consul général de France à Barcelone, au cours de la cérémonie de clôture et de remise des diplômes du cours spécial d'automatisation qui a eu lieu à l'École technique supérieure d'ingénieurs industriels de cette ville.

Aux cris de "Mort aux communistes!", des milliers de manifestants d'extrême droite ont attaqué récemment les délégués du parti ouvrier, frappant sauvagement six d'entre eux, dont le secrétaire général du parti, M. Kemal Hakki Selek, à Brusa (Turquie). Les six délégués ont été hospitalisés.

Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des membres de l'Association de lutte contre le communisme, ont ensuite attaqué et pillé le siège du parti à Brusa, où venait de se tenir un congrès provincial.

La police les a dispersés à coups de matraque et a procédé à dix arrestations. On compte quinze blessés parmi les membres du parti ouvrier, dont sept ont été hospitalisés.

Un certain nombre d'usines soviétiques fabriquant des machines, vont être autorisées à traiter directement avec leurs clients - ce qui constitue un nouveau pas vers l'abandon du système de contrôle économique centralisé, dans le domaine de l'industrie lourde, et une nouvelle application de la notion de "rentabilité".

Les usines de construction d'outils et de machines ne devront plus passer, pour organiser leur programme de production, par les organes administratifs du plan, mais se baser essentiellement sur les commandes reçues, et que leur activité sera jugée selon le profit réalisé, et non plus d'après la réalisation des objectifs fixés.

La vague de réformes dans l'industrie soviétique s'étend maintenant au commerce: à partir du 1-er juillet 1965, un certain nombre de magasins-pilotes fixeront eux-mêmes le montant des salaires perçus par leurs employés, - annonce le "Journal économique".

L'expérience qui complète celle actuellement en cours aux termes de laquelle des fabriques-pilotes passent directement contrat avec les points de vente, sera appliquée en Esthonie, Moldavie, Ukraine et à Moscou.

De tous les indices et critères imposés aux entreprises commerciales, deux seulement seront retenus pour juger de la bonne marche des magasins-pilotes: le chiffre d'affaires et le bénéfice.

Tokio.- M. Hiroshi Arai, chef de la police nationale japonaise, a fait état d'une croissance rapide du Parti communiste japonais, et a déclaré que 50.000 de ses membres non déclarés se sont infiltrés dans l'administration et dans la grande industrie.

M. Arai, qui parlait à une conférence des chefs des services de sécurité japonais, a mis en garde son auditoire contre la possibilité de troubles dont les auteurs virtuels seraient quelque 70.000 militants d'extrême-droite, qui, a-t-il dit, donnent des signes d'agitation et paraissent vouloir un affrontement massif avec la gauche. M. Arai n'écarte pas la possibilité de tentatives de coups d'Etat.

Selon le chef de la police japonaise, la propagande communiste s'est exercée principalement au cours des mois derniers sur le personnel des forces armées.

Vingt ans viennent de passer depuis que se réunissait à San-Francisco la grande conférence qui devait arrêter les statuts de la nouvelle organisation destinée à combler le vide créé par la sanglante faillite de la S.D.N. et dont le président Roosevelt et M. Churchill avaient jeté les premières bases le 14 août 1941, à bord du cuirassé Potomac, dans leur Charte de l'Atlantique.

Par la suite, de sérieux "assouplissements" furent apportés à ce document afin d'obtenir l'adhésion de l'U.R.S.S. Puis, au cours d'une réunion tenue à Dumbarton Oaks, dans la banlieue de Washington, les représentants des cinq grandes puissances - la place demeurée provisoirement vacante en raison de la capitulation de la France était alors tenue par la Chine - se mirent d'accord sur un avant-projet de traité visant "le maintien de la paix et de la sécurité internationale". Cependant, l'esprit en fut déjà faussé, quelques mois plus tard, du fait des arrangements particuliers intervenus à Yalta entre les trois "plus grands" et concernant notamment le partage des zones d'influence en Europe.

Deux prêtres catholiques - les abbés Georges Helm et François-Joseph Galambos - ont été condamnés à quatre ans de prison à l'issue d'un procès à huis clos devant un tribunal de Budapest - a annoncé l'agence de presse catholique autrichienne Kathpress.

Les deux prêtres hongrois étaient accusés d'avoir, au cours d'un voyage en Allemagne de l'Ouest, eu des activités contraires aux intérêts de la patrie et accepté de l'argent pour leurs paroisses. Leurs biens ont été confisqués. Ils peuvent cependant continuer à exercer leur sacerdoce.

En ROUMANIE, des villages sont rebaptisés parce que leurs noms sont considérés comme rétrogrades. Ainsi la commune de "Valea Neagră" (Vallée Noire) a été changée en "Lumina" (Lumière); Cîrpiți" qui signifie "Lambeaux" est devenu "Victoria" et "Risipiți" (Dispersés) a été transformé en "Unirea (Unité). D'autres changements sont prévus pour "Flămânda" (village de la faim) "Obidiți" (village des pauvres), "Mocirla" (trou marécageux) et "Vaideci (douleur et misère).

BILAN DU CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe, . . . a conduit à la constitution des communautés européennes comme noyau d'une plus grande Europe, le Conseil de l'Europe, est donc à la genèse de tout ce qui a été réalisé jusqu'ici dans le domaine européen. C'est là que les Etats européens engagent un dialogue en toute franchise, sans avoir à craindre que ce qui a été dit ne puisse être considéré comme un avertissement inamical ou comme une immixtion dans les affaires intérieures d'un autre pays. C'est au Conseil de l'Europe que l'on se demande, par exemple sans cesse à nouveau comment l'on pourrait approfondir les relations entre les "Six" (C.E.E.) et les "Sept" (A.E.L.E.) et aussi avec les autres Etats européens.

Les Allemands sont le peuple d'Europe pour lequel le Conseil de l'Europe revêt la plus grande importance. S'il existe réellement quelque chose de semblable à un sentiment de solidarité en ce qui concerne le problème de la réunification, c'est bien à Strasbourg qu'ils le doivent.

A côté de ces mérites de l'organisation de Strasbourg, résidant plutôt dans l'atmosphère créée que dans les faits, il faut relever avant tout le travail technique accompli par son Comité des ministres. Il a élaboré près de cinquante conventions européennes qui déterminent déjà notre vie d'une manière beaucoup plus importante que nous ne nous le représentons.

La plus importante est la CONVENTION DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES. Elle apporte notamment à chaque individu se sentant lésé dans ses droits par une mesure prise à l'intérieur de son pays, la possibilité de faire appel à la Commission européenne des Droits de l'Homme et, le cas échéant, au Tribunal européen, par delà les mesures de protection juridique dont il dispose dans sa patrie.

Les dispositions de la CONVENTION EUROPEENNE POUR LE REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS touchent à un autre domaine, comprenant notamment l'engagement des Etats signataires de soumettre leurs litiges de droit international au Tribunal international de La Haye ou à une autre instance neutre et de régler dans tous les cas ce différend d'une manière pacifique.

Dans le domaine culturel, la CONVENTION CULTURELLE EUROPEENNE est la plus importante. Par elle, les Etats signataires se sont engagés à promouvoir l'entente réciproque entre les peuples et à établir un programme d'action commun pour la sauvegarde du patrimoine culturel européen. Cela implique le développement de l'étude de la langue et de la culture d'autres pays sur son propre territoire, l'octroi de facilités pour des études en dehors du propre pays et pour les échanges de personnalités de la vie culturelle et de biens culturels.

Une série de conventions et d'accords réciproques ont été aussi conclus pour l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires, pour l'équivalence des périodes d'études universitaires et pour la reconnaissance académique des qualifications universitaires. L'ARRANGEMENT EUROPEEN POUR LA PROTECTION DES EMISSIONS DE TELEVISION permet, en liaison avec celui sur l'ECHANGE DE PROGRAMMES AU MOYEN DE FILMS DE TELEVISION, aux stations des différents pays d'échanger leurs productions tout en assurant la protection des droits d'auteur pour ces émissions.

Dans le domaine social, un ACCORD INTERIMAIRE EUROPEEN CONCERNANT LA SECURITE SOCIALE (rentes-vieillesse, invalidité et décès) et une CONVENTION EUROPEENNE D'ASSISTANCE SOCIALE ET MEDICALE ont été élaborés. La CHARTE SOCIALE EUROPEENNE constitue un complément des droits fondamentaux mentionnés dans la Convention des droits de l'Homme. Elle précise les droits sociaux de l'individu dans les Etats

membres. Un accord porte sur l'ECHANGE DES MUTILES DE GUERRE ENTRE LES PAYS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE AUX FINS DE TRAITEMENT MEDICAL, afin d'offrir aux victimes de guerre la possibilité du meilleur traitement possible.

La CONVENTION EUROPEENNE D'ETABLISSEMENT prévoit le libre accès réciproque des citoyens des Etats membres et leur accorde tous les droits civiques dans les pays d'accueil. La CONVENTION EUROPEENNE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE garantit une aide réciproque étendue en ce qui concerne la poursuite des délinquants. Elle est complétée par la CONVENTION EUROPEENNE D'EXTRADITION, fixant dans ses détails la procédure d'extradition et les cas dans lesquels celle-ci peut être refusée.

Une série d'accords prévoit l'harmonisation des dispositions juridiques pour la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe. Pour un séjour ne dépassant pas trois mois, seule une carte d'identité est exigée pour le passage de la frontière. L'Accord européen relatif à la suppression des visas pour les réfugiés facilite le transit de ceux-ci entre les différents Etats membres, en supprimant l'obligation des visas lorsque l'intéressé peut présenter un passeport ou autre document de voyage valable. Pour les voyageurs en automobile, la CONVENTION EUROPEENNE RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPONSABILITE CIVILE EN MATIERE DE VEHICULES AUTOMOTEURS est d'une grande importance. Elle garantit l'indemnisation de la personne lésée dans un accident par celui qui en est responsable et protège ce dernier contre les désagréments et complications dans un pays étranger.

Les CONVENTIONS EUROPEENNES POUR LES DEMANDES DE BREVETS ET POUR LEUR CLASSIFICATION INTERNATIONALE apportent maintenant aux inventeurs de grandes facilités pour l'inscription de leurs droits de brevets et leur reconnaissance à l'étranger, créant ainsi les fondements d'un Office européen des brevets.

Ainsi se prépare pas à pas la grande unité que le Conseil de l'Europe s'est fixée comme objectif. Strasbourg est le lieu permanent des confrontations où les difficultés apparaissant sur le chemin de la plus grande unité sont opposées aux nécessités nouvelles et où l'attitude des différents gouvernements est débattue. C'est cela qui fait de l'organisation de Strasbourg un forum irremplaçable pour le dialogue entre les peuples de l'Europe à la recherche de leur avenir commun.

Rolland POLLA

.....
Au cours de sa réunion qui a eu lieu à Tel-Aviv (Israël) du 7 au 12 juin, le Comité exécutif de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a adopté un programme d'action en vue de réaliser les objectifs de la FIJ.

Il y avait 28 délégués d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord à la réunion que présidait H.J. Bradley, président. C'est non seulement la première fois que le Comité Exécutif de la FIJ se réunissait hors d'Europe, mais ce fut aussi la réunion la plus efficace que la FIJ a tenue.

On présenta plusieurs rapports sur les conditions de la liberté de la presse dans divers pays. On prit des résolutions sur les menaces et les violations de la liberté de la presse en Afrique du Sud et à Cuba. On adopta une résolution déclarant que : "La FIJ estime que le moment est venu d'accorder à la profession de journaliste, si importante pour le développement des nations ainsi que pour l'amélioration générale des relations internationales, le bénéfice des avantages du BIT.3 La FIJ jouit du statut consultatif auprès du BIT.

Le Congrès pour 1966 aura lieu à Berlin du 2 au 7 Mai.

La FIJ proteste de la manière la plus énergique contre la suppression à Cuba de la liberté d'opinion, d'expression, d'information et de la liberté de publier des nouvelles et de faire des commentaires. Elle enjoint les autorités cubaines à libérer immédiatement les 30 journalistes incarcérés.

.....

THE RUMANIAN COURIER

CHANGE IN RUMANIA

Sir, - I read with great interest last Sunday's article by Mr Lederer on the new Rumanian constitution.

For more than two years we in exile have followed closely with anxiety and admiration the cloak-and-dagger war waged by the Rumanian Communist Government against its Goliath brother, Russia, for more political and economic freedom.

The new draft constitution (which has been accepted by the State Council and will no doubt be accepted also by the National assembly) seems to seal Rumania's independence from Russia, which is the most important part (art. 1). There is no word about Soviet Russia and the eternal friendship, as in the 1952 Constitution. On the contrary the "relations of friendship and fraternal collaboration" apply to all Socialist countries. And with non-socialist countries the Constitution intends to "promote relations of collaboration" (art. 14).

Perhaps the most important part of this article concerns the basic principles of foreign relations: "sovereignty, national independence, equal rights and mutual advantages, non-interference in internal affairs".

The new constitution is a sign of progress towards "Socialist democracy", giving personal freedom, habeas corpus, freedom of speech and worship. But at the same time it installs the Communist party as the sole and all-powerful political organ (art. 26), and limits the various freedoms, which "cannot be used for aims hostile to the Socialist system and to the interests of the working people" (art. 28).

Progress is shown also in the guarantee of personal property, small plots, dwellings, and for the first time the ownership of their own workshops by handicraftsmen, which means that the small artisans will be allowed to manufacture and trade (arts. 9-11).

The new constitution, naturally, is not modelled on Western democratic principles, but it is a remarkable effort to give the Rumanian people more personal freedom - what they have been asking for - and to assure their rights and duties - even the right to leisure - in a Welfare State. It is a great step forward and probably will have great influence on the internal development of other "Socialist" neighbour countries.

V.V. TILIA

("THE OBSERVER" July 11, 1965)

SINO-SOVIET TEST IN BUCAREST

Another round in the conflict between Russia and China is expected to take place this week (writes LAJOS LEDERER) - in Bucarest where leaders of the world Communist parties meet for the first time since the Sino-Soviet dispute burst into the open.

The occasion is the fourth Congress of the Rumanian Communist party which opens tomorrow, Russia and the Soviet bloc countries, China and her allies, including Albania, are all sending strong delegations to Bucarest.

JOHNSON PROCLAIMS CAPTIVE NATIONS WEEK, JULY 18-24.

President Johnson has designated the week beginning July 18 as "Captive Nations Week". He has urged Americans to give "renewed dedication to the just aspirations of all people for national independence and human liberty". His proclamation declared :

"WHEREAS the joint resolution approved July 17, 1959 authorises and requests the President of the United States of America to issue a proclamation each year designating the third week in July as "Captive Nations Week" until such time as freedom and independence shall have been achieved for all the captive nations of the world; and Whereas all peoples yearn for freedom and justice, and Whereas these basic rights unfortunately are circumscribed or unrealised in many areas of the world; and Whereas the United States of America has an abiding commitment to the principles of independence, personal liberty, and human dignity; and Whereas it remains a fundamental purpose and intention of the Government and people of the United States of America to recognise and encourage constructive actions which foster the growth and development of national independence and human freedom :

Now, therefore, I, Lyndon B. Johnson, President of the United States of America, do hereby designate the week beginning July 18, 1965, as Captive Nations Week. I invite the people of the United States of America to observe this week with appropriate ceremonies and activities, and I urge them to give renewed devotion to the just aspirations of all people for national independence and human liberty".

*

WHAT FRENCH OWN IN VIETNAM.- Many of the best plantations, the best businesses, in South Vietnam are still French owned. Total French investment in this country still is about 324 million dollars.

About half of this is in rubber, tea and coffee plantations. The French hold some 150,000 acres in rubber, mainly in the red-earth district around Saigon. About 10,000 acres in tea and 7,400 acres in coffee owned by French citizens lie in the central plateau.

French industrial investment is mainly in bottling plants, breweries, textile and pharmaceutical factories, bicycle and motorcycle plants. Some 130 million dollars' worth of French money is tied up in these ventures.

There are about 22 million dollars' worth French investments in transport and garages, 24 million dollars' worth in banks and urban real estate, largely in Saigon.

*

There is a persistent failure in the West to understand the savagery of the war being waged by the Soviet Government on organised religion.

*

Things are worse now than they have been for years past. Khrushchev himself initiated a new drive against religion in 1957, which began to have physical effect in 1959. Since then the number of bishops, priests, monasteries and seminaries have been neatly halved, and this operation has been on occasion conducted in a manner reminiscent of the worst days. Monks and nuns have been driven out of their establishments at rifle-point and left to starve or freeze in the forests : those who have sought to succour them intimidated or arrested. Churches have been blown up before the eyes of the faithful, held at bay by police bayonets ; distinguished churchmen have been tried on trumped-up charges (usually embezzlement) and put away. It is generally believed that the metropolitan Nikolai, who died in a prison hospital, was murdered.

CURIERUL ROMÂNESC

Întâiul Ziar publicat în Țara românească la 8 Aprilie 1829, de J. HÉLIÁDE-RADULESCU
PUBLICAȚIE - SERIE NOUĂ - CE APARE DE DOUĂ ORI PE LUNA ÎN LIMBA FRANCEZĂ ENGLEZĂ ȘI ROMÂNĂ

"SCHIMBARE ÎN ROMÂNIA"

de V. V. TILÉA

London 11 Julie a.c. - Sub titlul de mai sus și sub semnătura d-lui V. V. Tilea, marele ziar englezesc "THE OBSERVER" a publicat o scrisoare în care sunt analizate atât importanța cât și semnificația schimbărilor ce le include noua constituție din țara noastră.

Iată traducerea textului original :

"Am citit cu mult interes cele publicate în ziarul "OBSERVER" de redactorul diplomatic d. Lederer, referitor la noua constituție din România.

În ultimii doi ani de zile noi, în exil, am urmărit îndeaproape și am admirat cu mare îngrijorare "hărțuielele războinice" întreprinse de guvernul comunist român în contra colosului rusesc pentru o mai multă libertate politică și economică românească.

Actualul proiect pentru o nouă constituție (care de fapt a fost acceptată de Consiliul de Stat și fără îndoială confirmat de Adunarea Națională). -- pare să sigileze independența României față de Rusia Sovietică. În acest sens, Art. 1 din această nouă constituție este cel mai important, deoarece omite orice referință la Rusia Sovietică și eterna ei prietenie, așa cum era menționat în constituția din 1952 ! În mod contrariu, "relațiile de prietenie" și "fraternă colaborare" includ de data aceasta toate țările socialiste. De asemenea, Art. 14 prevede relații și colaborări similare cu țări a căror regimuri politice nu sunt ideologic socialiste. Ca atare, acest articol constituțional implică principii de bază noi în relațiile cu străinătatea : "SUVERANITATE, INDEPENDENȚA NAȚIONALĂ, DREPTURI EGALE și MUTUAL AVANTAGIOASE și NE-INTERVENȚIE ÎN APACERI INTERNE".

Această nouă constituție înseamnă progres în sensul unei "democrații socialiste" și vizează să asigure libertate personală, "habeas corpus", libertatea cuvântului și aceea de credință și practică religioasă. În același timp însă confirmă PARTIDUL COMUNIST ROMÂN ca singurul organ politic atotputernic (Art. 26) și limitează diverse libertăți în sensul că acestea nu pot fi uzate cu scopuri ostile sistemului socialist în vigoare sau în contra intereselor poporului muncitor (Art. 28):

O tendință de adevărat progres ne-o arată articolele ce garantează proprietatea personală, micile loturi agricole, casele de locuit și, pentru prima oară, dreptul de lucru și posesie de ateliere pentru artizanat. Aceasta înseamnă că în viitor micii meseriași vor fi liberi să lucreze pe cont propriu și să desfacă pe piață produsul muncii lor individuale (Art. 9-11).

Natural, această nouă CONSTITUȚIE nu este inspirată de modelul principiilor democratice occidentale, însă, constituie un efort remarcabil de a acorda poporului românesc mai multă libertate și de a asigura drepturile și obligațiile lui. Incontestabil, este un mare pas înainte și ca atare probabil să încurajeze un progres similar intern și în alte țări socialiste vecine României".

V.V. TILÉA

Nu este exclus ca aceste comentarii ale dlui V.V. Tilea vor stârni o avalanșă de proteste. După părerea noastră, dl V.V. Tilea nu laudă, nu se asociază și, u încurajează regimul comunist ca stare. El are însă curajul să recunoască o stare de fapt pe care toți cei ce practică politica "struțului" refuză să o admită.

Unora le place să nege, sau să ignoreze ceea ce nu le convine. O asemenea atitudine dovedește că, voitsau nevoit, ei confundă interesele lor personale cu acelea vitale și permanente ale țării și poporului românesc.

Este perfect adevărat că în ultimii 20 de ani de zile, în lumea întreagă s'au realizat progrese uimitoare. Este tot atât de adevărat că un regim capitalist burghez ar fi realizat un progres economic chiar mai important decât acela al actualului regim !

In situația tragică internațională, abandonată fiind în mod oficial de "prieteni" noștri occidentali, - cum putem noi, în exil, ajuta țara și neamul nostru ?

Cine are pretenția să reproșeze dlui V.V. Tilea intenții presupus egoiste și să-i dea lecții de patriotism, este obligat, în primul rând, să răspundă întrebării puse mai sus. Să spună răspicat ce vrea :

Războiul atomic, revoluție de stradă ca în Budapesta, sau EVOLUTIE cu ținta finală de libertate și independență în sensul democrației occidentale ?

ACUZAREA ARE CUVANTUL !

I.G.M.

Cercul juristilor internaționali și-a terminat de curând sesiunea 1964-65. Oratorul, dl Felix Schnyder, înalt comisar al Națiunilor Unite pentru refugiați a vorbit, în fața unui important auditoriu, despre : "Aspectele schimbătoare ale dreptului internațional privind refugiații".

Înaltul comisar a subliniat caracterul recent al noțiunii unei responsabilități internaționale colective în ce privește refugiații. De abis în 1921, Gustav Ador a propus desemnarea unui înalt comisar al Societății Națiunilor pentru refugiați. În anii următori, guvernele, convinse de caracterul vremelnic al problemei refugiaților, s'au străduit a-l rezolva prin acțiuni cu caracter limitat ; totuși experiența ne-a dovedit că este vorba de un fenomen istoric persistent.

Dl Schyner a observat că acest mod de a învedera problema s'a manifestat sub diverse forme chiar în 1951 când s'a creat înaltul Comisariat al N.U. pentru refugiați. Într'adevăr, mandatul înaltului comisar s'a limitat la 3 ani. Convenția din 1951 privind statutul refugiaților - instrumentul internațional principal asupra condiției de refugiat - nu se aplică decât persoanelor devenite refugiați în urma evenimentelor anterioare anului 1951, ca și când nici o altă problemă nouă de acest fel n'ar putea surveni. Trebuie notată de asemenea o restricție geografică implicită : înaltul comisariat pentru refugiați a fost creat în funcție de o problemă europeană.

De atunci, structura astfel creată a trebuit adaptată unei serii de noi situații; de pildă exodul maghiar din 1956 și, mai recent, alte mișcări de sute de mii de persoane în Africa, au obligat Adunarea Generală a N.U. să reînnoiască de trei ori mandatul înaltului comisar. În plus, s'a recurs la noțiunea de "bune oficii" care a mers lărgindu-se, astfel încât înaltul comisar și-a putut exercita activitatea în beneficiul unor grupuri de deșrădăcinați cari nu îndeplineau condițiile juridice prevăzute la origină pentru a beneficia de statutul de refugiat.

"Numai acum - a spus mai departe dl Schnyder - comunitatea internațională a ajuns să-și dea seama că, atâta timp cât lumea va fi ceea ce este, vom fi condamnați a trăi cu probleme ale refugiaților".

PUNERE LA PUNCT

de George V. SERDICI

Prin HOTĂRIREA sa dela 2 April 1965, Comitetul Central Executiv al Partidului Național Tărănesc (C.C.E. al P.N.T.) a retras mandatele de reprezentare în Comitetul Național Român (C.N.R.) pe cari le aveau domnii Prof. AUGUSTIN POPA, ALEXANDRU BUNESCU, CORNEL BIANU și Prof. VIRGIL VENIAMIN, readucând aceste mandate la dispoziția C.C.E. al P.N.T.

Această hotărîre a intrat în vigoare la data semnării ei de către majoritatea membrilor C.C.E. al P.N.T., deci la 2 April 1965. Dela 2 April 1965, așa dar, dnii AUGUSTIN POPA, ALEXANDRU BUNESCU, CORNEL BIANU și V. VENIAMIN, nu mai sunt membrii ai Comitetului Național Român, iar mandatele de reprezentare a Partidului Național Tărănesc în C.N.R. au fost readuse la dispoziția C.C.E. al P.N.T.. Pe de altă parte, aceasta însemnează și că, dela 2 April 1965, Comitetul Național Român nu mai cuprinde nici un reprezentant al Partidului Național Tărănesc și este de atunci constituit numai din dnii : CONSTANTIN VISOLIANU (președinte), IANCU ZISSU (reprezentând Partidul Social Democrat) și GHEORGHE ASSAN (reprezentând Partidul Național Liberal).

La data intrării ei în vigoare, această HOTĂRIRE a C.C.E. al P.N.T. a fost, pe de o parte, comunicată Majestății Sale Regelui MIHAI I, COMITETULUI NATIONAL ROMAN și tuturor celor direct interesați și, pe de altă parte, dată publicității pentru informația tuturor Românilor din exil și din Tară.

Așezările fundamentale ale Comitetului Național Român impun, pentru funcționarea sa, prezența în sânul său a reprezentanților Partidului Național Tărănesc. Nu numai atât, dar, conform ordinei acceptate; numărul acestor reprezentanți trebuie să fie cu o majoritate de cel puțin unul față de numărul totalității reprezentanților celorlalte două partide politice tradiționale române, iar numărul membrilor fără apartenență politică din C.N.R. trebuie să fie minoritar față de numărul total al membrilor reprezentând partidele politice.

Ca atare, este greu de conceput ca Comitetul Național Român să poată funcționa fără participația reprezentanților Partidului Național Tărănesc.

Ca urmare HOTĂRIRII C.C.E. al P.N.T., dela 2 April a.c. și conform uzului și a bunelor reguli acceptate pretutindeni, dl C. VISOLIANU avea datoria de a su-pune imediat demisiunea sa Majestății Sale Regelui MIHAI I. La rândul său, M. Sa Regele avea la latitudinea Sa să însărcineze o altă persoană cu formarea unui nou Comitet Național, care să aibe suportul și participarea P.N.T., sau să reînșarcineze pe dl VISOLIANU cu aceeași misiune. Comitetul Național Român nu putea funcționa decât ad interim până la soluționarea problemelor în curs și la formarea unui nou Comitet. Este rolul și datoria M. Sale Regelui de a veghea și de a se îngriji ca această procedură să fie împlinită.

Au trecut mai bine de patru luni dela Comunicarea Hotărîrii C.C.E. al P. N.T. și constatăm cu regret și profundă consternare că nimic din cele ce trebuiau să aibă loc nu s'au petrecut. Dimpotrivă !

Dl. C. VISOLIANU, în loc să-și prezinte demisiunea și să-și îplinească astfel o datorie elementară ca Președinte al C.N.R. și ca om integru și responsabil, a găsit util să se perinde prin Europa, bagatelizând pretutindeni și în toate felurile Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. și nu numai atât, dar, la 19 Mai 1965, cot la cot cu dl Prof. VIRGIL VENIAMIN, să se prezinte la Fundația Universitară Carol I dela Paris în fața unui important număr de refugiați români, pentru a face o

asa zisa expunere asupra "situatiei internationale" si asupra "actiunii Comitetului National". In cursul acestei conferinte la Paris, dl VISOLIANU a indraznit sa bagatelizeze public Hotarirea C.C.E. al P.N.T., calificand-o drept o "treaba internă a P.N.T., care nu interesează C.N.R."

Puțin apoi, dl Prof. AUGUSTIN POPA, în loc de a accepta și de a se supune disciplinat hotărârii majorității C.C.E. al P.N.T. și, ca bun membru de partid, s'o surorte din toate puterile lui, a găsit util să-și aroge calitatea de "purător de cuvânt" al P.N.T. - imaginându-și probabil că astfel cuvintele sale vor avea și mai mare răsunet - și, printr'un așa zis "interviu" publicat în ziarele d-lui VISOLIANU "LA NATION ROUMAINE" dela Paris și "ROMANIA" dela Washington, să bagatelizeze și d-sa deciziunea C. C. E. al P.N.T. și, mai mult ca atât, îndrăznește să-i nege valabilitatea, punând la îndoială drepturile și calitatea de Români a unora dintre cei mai distinși membrii ai P.N.T..

*

Voi analiza mai jos, mai pe larg, cele ce spun d-nii VISOLIANU și POPA. Pentru moment mă rezum să fac o constatare de fapt.

In ceea ce privește pe M. Sa Regele MIHAI, în afara unei confirmări, primită prin adjutantul Său dl Col. C. PÉTRE-LAZAR câteva ceasuri după ce i s'a transmis Hotărirea C.C.E. al P.N.T., nu am constatat nici o reacțiune.

Acestea sunt faptele; înainte de a exprima concluzii, voi analiza, pentru lămurirea tuturor, cele ce spun dnii AUGUSTIN POPA și VISOLIANU.

Dl Prof. AUGUSTIN POPA, întrebat dacă hotărirea de a retrage mandatele reprezentanților P.N.T. din C.N.R. va avea vre-o influență asupra Comitetului Național Român, dă un răspuns încâlcit, zicând: "Potrivit rânduielilor și uzanțelor constituționale, partidele politice sunt consultate și fac propuneri. Ele nu dau însă "mandate imperative" care ar anula de fapt rolul de arbitru constituțional al Coroanei"... Această orânduire - zice dl POPA - nu poate fi abrogată prin deciziunea Comitetului unui Partid, oricât de important ar fi el, chiar dacă o asemenea deciziune s'ar fi luat cu majoritate valabilă, ceea ce - susține dl AUGUSTIN POPA - nu e cazul"...

Dl Prof. AUGUSTIN POPA, prin acest răspuns, nu dovedește decât că d-sa, fie că nu-și mai dă seama de cele ce spune, fie că este de rea credință.

Intr'adevăr, Hotărirea C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 nu este un "mandat imperativ" dat Coroanei sau C.N.R. și nu are de loc scopul de a anula rolul de arbitru constituțional al Coroanei. Hotărirea C.C.E. al P.N.T. nu este nimic altceva decât o deciziune pe care a luat-o forul suprem al Partidului Național Tărănesc, deciziune privind și afectând în prim rând P.N.T. și membrii săi.

Acest for a hotărît să-și retragă reprezentanții din Comitetul Național, și aceasta este un drept inalienabil al acestui for. Nu numai atât, dar numai C. C. E. al P.N.T. poate numi sau retrage reprezentanți P.N.T. la sau din orice organizație (aceasta pentru a lămuri pe dl VISOLIANU care, în aparență cel puțin, propovăduiește teoria că dnii AUGUSTIN POPA și CORNEL BIANU au mandate dela dl IULIU MANIU și, ca atare, mandatele acestor domni sunt irevocabile și pe veci.)

Dl Prof. POPA, dând răspunsul pe care-l dă, transpune greșit problema și se face vinovat de un grav afront atât față de Suveran cât și față de partidul politic din care este presupus a face parte. Întrebarea a fost însă just pusă și răspunsul corect l-am dat deja mai sus. Hotărirea C.C.E. al P.N.T. afectează în primul rând P.N.T. și membrii acestuia, pentru cari constituie un "ordin imperativ" și indirect - datorită însăși așezărilor C.N.R. - are un efect deciziv asupra Comitetului Național, prin faptul că retrage reprezentanții P.N.T. din acest Comitet.

Or, fără participarea P.N.T., acest comitet nu poate funcționa.

M. Sa Regele este - cât timp îi recunoaștem drepturile, ceea ce ne sforțăm

să facem - arbitrul constituțional al vieții politice românești. Hotărîrea C.C.E. al P.N.T., prin însuși conținutul ei, nu face decât să dea posibilitate Regelui de a-și onora obligațiunile. Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. nu este un "mandat imperativ" dat Coroanei, ci concluzia de fapt a unei situații pe care Regele n'o poate neglija pentrucă, făcând aceasta, prin propria Sa neglijență, voită sau nevoită, pereclitează însăși Monarhia.

Să fim însă bine înțeleși : C.C.E. al P.N.T. - cum deja a fost declarat public - nu va precupeți niciun efort pentru a vedea riguros aplicată Hotărîrea sa dela 2 April 1965.

Dar să mai revenim la cele ce spune dl Prof. POPA : Dl AUGUSTIN POPA, întrebat de ce deciziunea C.C.E. al P.N.T. n'ar fi valabilă, răspunde textual : "Fără a stărui asupra amănuntelor juridice, problema este simplă. Patru dintre cei șapte semnatari au devenit în exil cetățeni ai unor țări streine. Pretenția unor cetățeni streini de a face parte din conducerea unui partid politic ori din organul reprezentativ al poporului român este absurdă"...

Cu alte cuvinte, dl Prof. POPA, care se consideră un membru al P.N.T. și nu numai atât, dar, în imaginația d-sale, "purtătorul de cuvânt" al acestui partid, neagă valabilitatea Hotărîrii C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965, zicând că, pentrucă din cei șapte semnatari ai acestei Hotărîri, patru au devenit în exil cetățeni ai unor țări streine, această Hotărîre nu este valabilă. Dacă deci, acești patru nu deveneau în exil cetățeni ai unor țări streine, deciziunea era valabilă ! Iată argumentul cheie al Dlui Prof. POPA, pe baza căruia vrea să inducă pe M. Sa Regele, întreaga opinie publică română și pe prietenii streini la a desconsidera Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 !....

Mai întâi dl Prof. POPA greșește : nu sunt patru din cei șapte semnatari cari au devenit în exil (repet : în exil) cetățeni ai unor țări streine, ci doar doi, în speță dnii Dr. EMIL GHILEZAN și LIVIU VANATU-GATTERBURG. Este însă indiferent dacă doar doi sau patru sau toți membrii C.C.E. al P.N.T. au devenit în exil cetățeni ai unor țări streine (desigur dacă aceste țări streine nu's Bulgaria, Uniunea Sovietică, etc...ceace nu-i cazul, dnii GHILEZAN și VANATU fiind cetățeni ai Statelor Unite ale Americii).

Marea majoritate a noastră, a celor care am ales calea exilului, din prima clipă, am ales a munci cot la cot cu prietenii streini cari ne înconjurau pentru a ne crea nouă și familiilor noastre o existență onorabilă prin sudoarea frunții noastre. Doar câțiva, numărați pe degete, s'au socotit mai presus și'n îngânfarea lor prezumpțioasă, au ales a trăi din politică. Aceasta însemnează că, pentru a-și plăti coșnița, au ales să vândă tragedia Neamului și nenorocirile fraților și prietenilor din închisori și Tară, în schimbul unor subvenții lunare fie din banii Tării (unde reapare faimosul Fond Național) fie din ce au putut culege dela diferitele organizațiuni streine.

Noi cei care am ales a ne câștiga existența cinstit, în mijlocul prietenilor streini, a trebuit să avem permise de ședere, permise de lucru, pașapoarte de călătorie, etc. etc.. Imprejurările au fost diferite și, unii dintre noi, au trebuit să devină în exil cetățeni ai țărilor care ne adăposteau. Am muncit și ne-am creat o existență cinstită, ceace nu ne-a împiedecat și nu ne împiedecă ca, din prima clipă de când suntem în exil și până azi, să ne fi făcut și să ne facem datoria de Români.

Dl Dr. EMIL GHILEZAN este unul dintre Președinții de Organizație Județeană a P.N.T., fost sub-secretar de Stat, fost deputat ales în alegerile din 1946 - când dnii POPA, BIANU și VISOLIANU erau la adăpost în exil, - fost șeful dlui POPA când d-sa era directorul ziarului "CURIERUL" la București. În exil, din 1948, dl Dr. EMIL GHILEZAN n'a încetat să ducă lupta pentru eliberarea Tării. Astfel a

fost primul Secretar General al C.N.R., post pe care l-a abandonat ca protest față de abuzurile dlui VISOLIANU și servilitatea dlui POPA. Ieșit din C.N.R., dl Dr. EMIL GHILEZAN n'a încetat să-și facă datoria de bun Român, muncind pentru existența proprie și sacrificând pentru lupta românească.

Ca azi dl. AUGUSTIN POPA, sau oricare, să nege dlui Dr EMIL GHILEZAN calitatea de cetățean român, drepturile sale în P.N.T. sau în sânul organizațiilor reprezentative ale poporului român liber, este o probă de totală inconștiență sau de lipsă elementară de bun simț.

Dar nu numai atât. Teoria dlui Prof. POPA nu ține în picioare nici măcar strict juridic, și aceasta cu atât mai mult în amalgamul de ficțiuni în care se complac dnii POPA și VISOLIANU. Într'adevăr, nicăieri în Constituția sau Legile noastre n'a fost prevăzută astfel de situație. Iar, dacă privim în jurul nostru, nu găsim decât nenumărate exemple cari nu fac decât să dărâme măreția teorie a dlui POPA. Voiu lua doar exemplul dlui WILLY BRANT care și el, în exil, a luat o cetățenie străină (norvegiană). Aceasta însă nu l-a făcut pe nimeni - afară poate de ADOLF HITLER - să-i nege calitatea de German sau dreptul de a lupta pentru drepturile poporului său, sau a face parte din conducerea organizațiilor libere germane. Si cetățenia norvegiană a dlui BRANT nici nu l-a împiedecat pe acesta să devină Primarul Orașului Berlin sau conducător al partidului socialist german, cu adevărat una din personalitățile de primă vază ale Lumii libere. ! Așa dar :

HOTĂRÎREA C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 a fost luată cu majoritatea statutară cerută, conform aplicării stricte a Regulamentului de Funcționare a P. N.T. în Exil, și deci este perfect valabilă și în vigoare !

Si acum, să revenim la dl CONST; VISOLIANU .

Dl Const. VISOLIANU este un vechi "client" al exilului nostru. De peste 15 ani, d-sa se menține cocoțat în fruntea C.N.R. și, după toate aparențele și în ciuda tuturor - d-sa are intenția de a rămâne. Ac-asta i-a fost legalmente posibil cât putea susține și dovedi - sub o formă sau alta - atât M. Sale Regelui cât și opiniei publice românești, precum și anumitor prieteni streini interesați, că se bucura de suportul P.N.T. Acest suport al P.N.T. i-a fost asigurat, în toți acești ani, de către dnii : Prof. AUGUSTIN POPA, Prof. V. VENIAMIN, CORNEL BIANU, etc. Dl. VISOLIANU, pentru a fi sigur de suportul P.N.T. și de a-l putea dovedi, a recurs la o manevră extrem de simplă, dar tot atât de eficace. Astfel - cu complicitatea acestor domni- i-a "cooptat" în C.N.R. Nu numai atât, dar dl VISOLIANU s'a îngrijit în continuu ca majoritatea membrilor C.C.E. al P.N.T. să fie în acelaș timp, și membrii ai C.N.R. sau dependenți materialmente de d-sa. A trebuit ca ROMULUS BOILA și dl ANTON CRIHAN să nu mai poată suporta abuzurile dlui VISOLIANU, și ca MIHAIL RAUTU și SABIN MANUTLA să moară, pentru ca această vicleană ordine a dlui VISOLIANU să se cutremure. A trebuit de asemeni patriotismul lui Romulus BOILA și al dlui ANTON CRIHAN pentruca acțiunea împotriva dictaturii și manevrelor dlui VISOLIANU să fie pornită și reușită. Iată cum, la 2 April 1965, după ani de zile s'a putut ajunge, în fine, ca majoritatea C.C.E. a P.N.T. să fie întrunită și să retragă reprezentanții P.N.T. din C.N.R.... Desigur acest lucru nu convine de loc dlui VISOLIANU și nici dlor AUGUSTIN POPA, ALEX. BUNESCU, CORNEL BIANU sau Prof. VENIAMIN și, cu toții, sub toate formele, încearcă orice pentru a bagatelizeza Hotărîrea C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965 sau pentru a-i nega valabilitatea. Cum se vede, acești domni, în frunte cu dl VISOLIANU, nu economisesc niciun efort și nici o metodă sau argument, pentru a-și ajunge scopul. Atitudini și cuvinte pompoase ca de exemplu "interes superior de Stat", etc. etc; sunt întrebuintate sub toate formele și la toate ocaziile. Prin aceste manevre - de acum bine cunoscute întregului exil românesc - acești domni cred că vor reuși să rămână în C.N.R. și că micile lor existențe, asigurate de micile subvenții, vor avea astfel să mai continue încă și în viitor.

Iată însă că, de data asta, o Hotărîre a C.C.E. al P.N.T. a retras mandatele P.N.T. din C.N.R. și că dnii AUGUSTIN POPA, AL. BUNESCU, CORNEL BIANU și V. VENIAMIN nu mai sunt îndrituiți de a face parte din C.N.R. ca reprezentanți ai P. N.T., iar dl VISOLIANU se găsește, deodată, fără suportul P.N.T. !

Arbitrul constituțional, M. Sa Regele MIHAI, are în fine ocazia de a-și face datoria.

În situația prezentă, dnii C. VISOLIANU, A. POPA, BUNESCU, BIANU și VENIAMIN se cramponează și comit zi după zi acte ilegale și toate acestea acoperiți fiind de tăcerea Suveranului.

Este cazul deci să ne adresăm direct M. Sale Regelui MIHAI I și, pentru a nu fi niciun dubiu, o facem astăzi prin aceasta public, întrebând :

- MAJESTATE !... ești sau nu ești Regele nostru ?... Dacă Majestatea Ta ești Regele nostru - și vrei ca noi Românii de pretutindeni să Te considerăm ca atare - apoi, SIRE ai o datorie de făcut. Ai datoria de a cere dlui C. VISOLIANU demisiunea sa și ai datoria de a cerceta și repune în ordine treburile Comitetului Național Român!... Majestatea Ta trebuie să fie obiectiv și prezent. Dacă nu vrei s'o fi, apoi spune-ne-o !...

*

Pentru a încheia, trebuie să răspundem dlor VISOLIANU, POPA, BIANU, VENIAMIN & Co la încă un lucru :

Dnii C. VISOLIANU și AUGUSTIN POPA, în cursul expunerilor d-lor de "politică externă" sau "principii ale acțiunii naționale" ne califică pe noi - cei cari nu suntem pe statele lor de plată - drept niște "rătăciți" cari "suntem induși în eroare de atitudinea din ultima vreme a unor guverne apusene", și cari "suntem pregătiți să intrăm într'un dialog, o cooperare, cu regimul care a fost impus țării noastre"; suntem descriși a fi drept niște "nemulțumiți" care "cerem reexaminarea liniei politice a exilului românesc în lumina nouilor realități", acțiun care înseamnă a "alorga după succese efemere și înșelătoare". În cursul disertațiilor lor, dnii POPA și VISOLIANU nu se pot împiedeca să "pipereze" asertațiile pompoase ce fac, cu mici concluzii ca de ex. : "asta le-ar conveni comunistilor", ș.a.m.d. pentru a lăsa impresia că, d-lor sunt adevărații buni Români cari apără drepturile inalienabile ale poporului nostru, pe când noi suntem niște bieți "rătăciți" cari nu ne dăm seama de cele ce se întâmplă!...

Aceste vorbe nu sunt decât o altă formă a manevrelor dlo C. VISOLIANU și a asociațiilor d-lui. Aceștia își închipuie că, luându-și acest aer de pios patriotism și întrebuițând cuvinte goale și mărețe, schimbă realitățile.

Dacă ne-am ridicat împotriva dlui VISOLIANU și a asociațiilor d-sale, n'a fost ca să câștigăm ceva. Dimpotrivă, pe nici unul dintre prietenii mei sau pe mine nu ne plătește nimeni și activitatea noastră românească în loc de a fi subvenționată, ne costă pe noi și familiile noastre zi de zi, ceas de ceas. Nici unul dintre noi nu-l vrea înlăturat pe dl VISOLIANU sau pe vre-unul din asociații d-lui pentru a se instaura în loc. Nici unul dintre noi n'avem nevoie de aceasta, fiecare avându-ne existența de toate zilele bine orânduită, fără subvenții pentru activitatea noastră românească. Dacă ne-am ridicat împotriva dlui VISOLIANU și a micului grup care-l înconjoară, este pentru că socotim că nu-i suficient ca să se facă la fiecare 10 Mai o declarație patriotică sau ca, în cadrul cooperativei dec comitete naționale ce este ACEN-ul, din an în paște, să se facă alte cuvântări ini-moase, pentru ca apoi să nu se facă nimic sub pretextul că "nu se poate face nimic cancelarile occidentale arătându-se foarte satisfăcute de faptul că R.P.R. s'ar fi "liberalizat", sau că "vina o poartă acele autorități internaționale cari nu au știut să facă să fie respectate în fapt principiile pe cari le proclamă în teorie"....

Socotim că este suficient ca C.N.R. să se rezume la a "dojeni" pe acești prieteni occidentali când se ivește ocazia, și nici a spera că va veni o zi când, autoritățile acestei "activități", Guvernul dela București - impresionat și înfricoșat - își va recunoaște crimele și, dându-se la o parte î, mod grațios, va invita pe dl. VISOLIANU, POPA & Co să reia cărnele Țării.

Să fim însă serioși !

Dacă, într'adevăr, așa zisul "liberalism" al guvernului R.P.R. nu înseamnă că Poporul Român se bucură de Drepturile Omului sau de Drepturile Politice - nici chiar după noua așa zisă "Constituție" - și dacă schimbările din Țară sunt de ordin minor, trebuie, totuși, acceptat că au avut și au loc schimbări.

Aceste schimbări trebuie exploatate. Ele sunt exploatate de prietenii occidentali, cari sunt la curent cu cele ce se petrec în Țară, și trebuie să fie exploatate de noi, cari iar suntem la curent cu cele ce se petrec în Țară. Cel care afirmă că vreunul dintre noi am fi pregătiți să ținem un "dialog" sau să cooperăm cu Comuniștii dela București, nu știe ce spune și, dacă o spune, este pentru că este de rea credință. Pentru nici unul dintre noi, cei cari stăm în spatele Hotărârii C.C.E. al P.N.T. dela 2 April 1965, lupta nu se va sfârși până ce Drepturile Omului și Drepturile Politice nu vor fi reasigurate Poporului nostru. Noi însă - spre deosebire de dl VISOLIANU, POPA & Co.- credem că vorbele nu's sudiciente și că trebuie să organizăm și să punem efortul nostru alături de cel al Occidentului pentru a creia, în timp, schimbarea care să asigure Poporului nostru Drepturile Omului și Drepturile Politice într'un Stat într'adevăr suveran.

George V. SERDICI

Londra 14 Iulie 1965.



VOULEZ-VOUS LA PREUVE DE CE QUE L'ON MANGE DIFFICILEMENT A SA FAIM
EN U.R.S.S. ?

Il faut lire le numéro sortant de presse de la "DOCUMENTATION SUR LE COMMUNISME" publiée par le CILACC. Cet organisme, rappelons-le, fournit périodiquement le moyen de pilvériser la propagande subversive du COMMUNISME, en diffusant toute la vérité sur les réalités de la vie courante en U.R.S.S.

Sous le titre "Coup d'oeil dans l'assiette du citoyen soviétique", vous y trouverez les preuves indiscutables qu'à l'époque des fusées interplanétaires, le problème élémentaire du RAVITAILLEMENT reste là-bas au stade de celui que nous avons connu, de sinistre mémoire, pendant la dernière guerre !

Voilà où mène le communisme appliqué ! Ceci n'est d'ailleurs pas la seule tare du régime... On vous parle également dans ce numéro de la criminalité juvénile en URSS, de même que des débordements sexuels qu'entraîne, sous ce régime, le non-épanouissement de la nature humaine. Vous y lirez aussi ce que pensent les jeunes Africains étudiant en Union Soviétique.

Procurez-vous cette précieuse documentation en versant VINGT frs au C.C.P. du CILACC, 68 Square Marie-Louise, BRUXELLES 4 - N° 971.74. Mention : Documentation n° 5-6/415-416



DUPĂ CEL DE AL IX-lea CONGRES AL PARTIDULUI COMUNIST ROMÂN

de Alexandru TARNOPOL

Cum Partidul Muncitoresc român, născuț după cum se știe, în 1948, din fuziunea Partidului Comunist cu Partidul Social-Democrat, a decis să-și reia denumirea originară, Congresul acestuia, deschis la București în dimineața zilei de 19 iulie, nu mai este socotit ca fiind cel de al IV-lea Congres al Partidului Muncitoresc Român, ci - lucru de o importanță excepțională în dialectica și parali-turghiile marxismului contimporan - al IX-lea Congres al "Partidului Comunist Român". Această schimbare la față a regimului instaurat în România, prin actul trădării totale de la 23 august 1944, se datorește noului Prim Secretar de Partid, Nicolae Ceaușescu care, în acelaș timp și după propria sa cerință, devine Secretar General al Partidului Comunist Român.

Dat fiind că teza istorică fundamentală a grupului național-comunist care se găsește astăzi la putere sub conducerea lui Nicolae Ceaușescu, pretinde a afirma că atât lovitura de la 23 august cât și instaurarea, în România, a regimului actual, ar fi rezultatul, nu al ocupării teritoriului național de către forțele armate sovietice ci, exclusiv, al luptei armate pe care, sub conducerea Partidului Comunist Român, națiunea întregă s'ar fi ridicat ca să o poarte în vederea eliberării, pe de o parte, de sub jugul hitlerismului agonizant, și, pe de altă parte, din cătușele dictaturii interioare a oligarhiilor burghezo-moșierești, este evident că preschimbarea de nume, care face din România o Republică Socialistă și din Partidul Muncitoresc, în mod direct, "Partidul Comunist Român", încearcă să stabilească, să semnifice și să proiecteze ideologic dialectica revoluționară a unui național-comunism român.

Partidul Comunist Român dirijând, în cadrul constituțional al Republicii Socialiste România, "totalitatea activităților și organismelor de Stat", se plasează el însuși, și aduce România, ca Stat, pe un picior de egalitate cu Partidul Comunist și cu Uniunea Sovietică și pretinde, astfel, la un loc de cârmuire și de avant-gardă în lăuntru câmpului socialist, devansând, din punct de vedere revoluționar, atât Ungaria și Bulgaria cât și Polonia.

În ultimă instanță, cel de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român nu a făcut decât să stabilizeze doctrinal situația deja configurată, în lăuntru lagărului socialist mondial, de către ruptura intervenită între Moscova și Peking și de concluziile ideologico-politice pe care elementele naționaliste din Comitetul Central al Partidului, oblăduite, mai întâiu, de Gheorghiu Dej și, apoi, concentrându-se în jurul lui Nicolae Ceaușescu, au înțeles că sosise momentul să și le însușească deschis și să le exploateze strategic, plecând de la situația de fapt provocată de această ruptură.

La ora actuală și considerând ansamblul situației create, în sânul câmpului socialist mondial, de către cel de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român, se poate, în mod cert, afirma că obiectivul major al acestuia din urmă a fost acela de a stabili, irevocabil, o nouă stare de fapt, atât pe planul ideologic cât și pe planul direct politic al realității actuale a comunismului mondial, stare de fapt care împarte, de aici înainte, lagărul socialist în trei mari direcțiuni de marș, divergente, dacă nu deja, antagoniste :

- De o parte, Uniunea Sovietică și partidele Comuniste din Europa de Vest unde se poate, de asemenea, observa că, dacă Partidul Comunist Francez în structura sa actuală, se găsește la avant-garda grupului occidental pro-sovietic, Partidul comunist italian ar tinde mai mult să urmeze "linia Bucureștiului", dacă n'ar fi decât pentru simplul fapt că aceasta nu este, în realitate, decât fructul adaptării la conjunctura post-staliniană a Sud-Estului european, a tezelor fundamentale definite de Togliatti și apărute astăzi de majoritatea Comitetului Central al Partidului Comunist italian ;

- Față de grupul dirigit de U.R.S.S. se ridică cel al cărui epicentru politico-ideologic se găsește la Peking, împreunând partidele comuniste afro-asiatice, precum și cea mai mare parte a tendințelor revoluționare și anti-occidentale actualmente în acțiune în lăuntrul acestei lumi intermediare pe care Toynbee o numește "lumea proletariatului exterior" al Occidentului (și cărui grup i se poate adăuga fracțiunile pro-chineze ale partidelor comuniste occidentale și sud-americane, precum și, bine înțeles, regimul la putere în Albania).

- În sfârșit, la egală distanță de Moscova și de Peking, cel de al IX-lea Congres al Partidului Comunist român vine să definească, de o manieră extrem de clară, precisă și, în același timp, deja irevocabilă, "drumul românesc al socialismului" doctrina politică a unui național-comunism european ale cărui teze de acțiune și a cărui viziune ideologică pretind, evident, la o mobilizare politică generală a Estului european, în jurul noului centru de gravitație de la București. Sprijinindu-se pe Iugoslavia și contând pe acoperirea ideologică a fracțiunii majoritare a Comitetului Central al Partidului Comunist Italian, Nicolai Ceaușescu și grupul său vor încerca acum să-și apropie și, în măsura posibilului, să ajungă la o structură de integrare economică și politică a Ungariei, a Bulgariei și a Poloniei.

*

Axele politice ale național-comunismului românesc în Europa occidentală se îndreaptă, pe de o parte, spre Bonn și, pe de altă parte, spre Paris.

Condiția fundamentală a reușitei acestui plan fiind, în faza decizivă a instalării și consolidării sale, de ordin economic, guvernul dela București se găsește în obligația irecuzabilă de a putea stabili de urgență o platformă de sprijin economic la Bonn, de unde și reticențele Cehoslovaciei, din ce în ce mai pronunțate, față de experiența în curs a "drumului românesc al socialismului", precum și extrema atențiune de care această experiență se bucură în Germania de Est.

Intr'adevăr, Praga - și, într'o anumită măsură, Varșovia de asemeni - se tem de consecințele apropiierii București-Bonn și de răsturnarea actualului echilibru în Estul european, bazat pe indignirea intereselor germane, spunându-și - și pe bună dreptate - că, dacă astfel stau lucrurile, mai de vreme sau mai târziu, sub o formă sau alta, Bucureștiul va trebui să plătească la Bonn contra-parte sprijinului economic german și că această contra-parte nu poate să privească decât reunificarea Germaniei și, subînțeles, revendicările privind teritoriile germane din Est. În același timp însă, Germania de Est vede, în breșa făcută de către regimul de la București în linia de fier a doctrinei Hallstein - stabilirea relațiilor diplomatice între București și Bonn este, practic, un fapt împlinit - o ieșire majoră, baza cea mai actual realistă a oricărei încercări de a purcede la reunificarea Germaniei.

De unde și, în primul rând, recenteile luări de poziție ale guvernului de la București în legătură cu problema celor două Germanii, iar în al doilea rând, mai mult decât neașteptatele declarații ale lui Walter Ulbricht care, la București, cu prilejul Congresului, a luat poziție, în mod constructiv, fără reticențe, pentru apropierea între București și Bonn. În ce privește reunificarea Germaniei, Pa-

tisul și Bucureștiul văzând - sau cel puțin crezând că este important, pentru interesele lor, să o afirme fățiș - că această problemă privește "cele două Germanii ele înșile, mai înainte de orice, precum și Europa, în totalitatea ei, din care Germania face parte integrantă", nu este de loc greu de înțeles rațiunile pentru care tezele europene ale Generalului de Gaulle sunt considerate cu o egală atențiune la Bonn ca și la București. Astăzi ca și ieri, posibilitatea unei mari politici franceze în Sud-Estul Europei implică, fundamental, existența unei Europe Centrale deschisă în mod total unei idei europene de permanentă auto-depășire, de permanentă expansiune imperială în spațiu și în spirit.

În ultimă analiză, pariul gaullist își propune să depășească ideologia prin geopolitică și dialectica prin destin; or destinul însuși al a cestui pariu va fi decis de răspunsul Bucureștiului. Acest lucru, Generalul de Gaulle îl știe încă din 1936.

*

Presupunând că blocul național-comunist al Sud-Estului european, în concepția lui românească, va izbuti să se afirme în mod eficace în jurul axei București-Belgrad și, sprijinindu-se economic pe Germania și ideologic pe Partidul Comunist Italian, să concentreze politic în jurul său majoritatea Estului european, posibilitatea unei răsturnări totale a echilibrului de forțe în Europa ar deveni, astfel, imediat operațională și aceasta, evident, în defavoarea Uniunii Sovietice și în favoarea tezelor axiale ale doctrinei europene gaulliste.

Blocul național-comunist al Sud-Estului Europei și, ulterior, totalitatea Europei de Est sprijinindu-se, după liniile inmutabile ale marei geopolitici, pe placa turnantă a unei Germanii reunificate sau reunificabile, devine astfel complementul politico-economic direct și total al unei Europe occidentale reconstituite în jurul puterii franceze, Marea Europă astfel concepută având a se întoarce, după aceasta, de o parte spre Uniunea Sovietică și, de altă parte, spre Statele-Unite și lumea atlantică: unitatea unei civilizații se definește, atunci când problema acestei unități se pune în termeni de viață și de moarte, adică la sfârșitul istoriei sale, nu prin falimentul imposibilității sale fundamentale de la urmă, ci prin fatalitatea însăși a antagonismelor cari se ridică, din exterior, pentru a o distruge.

Astăzi dacă mai există o posibilitate de salvare a civilizației occidentale, aceasta se pune ca problemă și riscă să devină istorie numai în fața abisului afro-asiatic.

În ultimă analiză, guvernul dela București își fundează tactica și strategia sa, în imediat, pe sprijinul Germaniei Federale și, într'o perspectivă mai îndepărtată, pe concepția gaullistă a Mării Europe, "de la Atlantic la Urali".

Astfel ne apare ca extrem de semnificativ faptul că, la București, cu ocazia celui de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român, atunci când Jeannette Thorez-Vermeersch a vorbit în numele Partidului Comunist Francez, atacând în mod violent politica Generalului de Gaulle - "...ambiguitatea politicii gaulliste, a afirmat oratoarea, protejează monopolurile capitaliste și exploatarea clasei muncitorești franceze. Dacă gaullismul se separă, actualmente, de interesele capitaliste ale Statelor-Unite, aceasta este numai în virtutea contradicțiilor interne ale câmpului imperialist, și nu pentru rațiuni de ordin democratic: căci gaullismul nu este decât una dintre liniile defensive ale marelui capitalism..." - delegațiile române și iugoslave, precum și toți asistenții români din sală, într'o tăcere totală, s'au abținut să aplaude, ostentativ. Or, atunci când Jeanette Thorez-Vermeersch a vorbit în numele Franței, ca dela națiune la națiune, ea a fost îndelung ovaționată, aplaudată în picioare de totalitatea delegațiilor Partidului Comunist Român la acest Congres: niciunul dintre delegații streini n'au avut parte de ovațiunile primite de reprezentanta franceză, la fel de nutrite și îndelungate ca cele ce au sârlutat pe Nicolae Ceaușescu.

În ședința din 22 Iulie, Aidit, șeful Partidului Comunist al Indoneziei - și, după părerea noastră, este vorba aici de unul dintre momentele decizive ale acestui Congres - a încercat, îndelung, să realizeze unanimitatea Congresului la tezele președintelui indonezian Sukarno, privind necesitatea și urgența convocării unei "Conferințe Internaționale a Nouilor Forțe în Marș" sau, urmând onomastica însăși a Partidului Comunist indonezian, "CONEFO" (Conférence des Nouvelles Forces Montantes)

"Departate de a se găsi în contradicție cu punctul de vedere leninist asupra acestei chestiuni, ideea convocării unei "CONEFO" a declarat Aidit, se identifică total cu doctrina marxist-leninistă a Revoluției Mondiale. În 1922, când nu există decât un singur Stat socialist în lume - Uniunea Sovietică - și când Soc. Națiunilor nu era decât un instrument al imperialismului mondial, Lenin înțelegea perfect ideea, susținută de tov. Cicerin, a necesității de a convoca un "Congres Mondial" destinat să răstoarne configurația relațiilor internaționale și să împiedice ca acestea să continue a fi instrumentul exclusiv al imperialismului capitalist. Acest "Congres Mondial" întrevăzut de Cicerin ar fi trebuit să reunească nu numai reprezentanții Statelor deja constituite ca atare, ci și acelea - și mai ales - ale populațiilor de regim colonial, alături de reprezentanții organizațiilor muncitorești revoluționare. "Conferința Internațională a Nouilor Forțe în Marș" - a conchis Aidit, este identică, în esența sa, cu ideea acestui "Congres Mondial" prevăzut de Lenin".

Or, după mărturia scrisă a trimisului special al ziarului francez "Le Monde" la București, cu prilejul acestui al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român, Philippe Ben, răspunsul guvernului dela București la propunerile internaționale anti-occidentale a fost următorul: "România este alături de Org. Națiunilor Unite și nu de "Conferința Internațională a Nouilor Forțe în Marș"".

Căci acesta pare a fi paradoxul fundamental al celui de al IX-lea Congres al Partidului Comunist Român: China, deși perfect conștientă de escalada dialectică a pozițiilor adoptate de București, cari, în ultimă analiză, vizează, subteran, la o reconsiderare generală și definitivă a situației actuale a Revoluției Mondiale, în funcție de comandamentele politico-strategice ale lumii occidentale față de fatalitatea istorică a tăvălugului afro-asiatic, susține tezele național-comunismului românesc pentru rațiuni de tactică anti-sovietică, în timp ce Ungaria - la mai puțin de 10 ani dela revoluția din Oct. 1956 - și Polonia - în momentul când ^{național} comunismul polonez, reprezentat de grupul anti-sovietic al "partizanilor" avansează spre puterea totală, prin generalii Moczar și Pietrzak - se găsesc în obligația de a contrazice pozițiile Partidului Comunist Român și de a lua partea Uniunii Sovietice.

"Cine - se întreabă Philippe Ben - ar fi putut să prevadă, în 1956, de pildă, că reprezentanții Poloniei și Ungariei vor ajunge într-o zi să dea României lecții de fidelitate și de credință față de Uniunea Sovietică, și că acestea să nu mai aibă nici cea mai mică șansă de a fi ascultate?"

Aceasta ar fi, așa dar, în esența ei și din însuși punctul de vedere al celor cari se găsesc astăzi în situația de a-i asuma responsabilitatea, linia cea nouă a Partidului Comunist Român și a guvernului de la București. Partida angajată astfel de Nicolae Ceaușescu și de membrii Comitetului Central al Part. Com. Rom. cari îl urmează pe această cale, este, evident, imensă, atât ca proiect final cât și ca antreprisă politică.

În afară, însă, de bătălia dialectică deja angajată de Part. Com. Român pe planul politic, economic și ideologic al unei schimbări la față românești a conjuncțiunii revoluționare mondiale și a raporturilor de destin între Europa de Est și cea de Vest, această partidă pretinde, în mod absolut, o integrare necondiționată și totalmente revoluționară a națiunii române în întregimea ei alături de acest Partid de care, însă, națiunea română se găsește separată de prăpastia de netrecut a anilor de tenebre, coșmar și de crimă dintre 1944 și 1964.

Între Part. Com. Român și viziunea sa național-revoluționară de astăzi, vechiază, halucinantă, tragedia irevocabilului, cadavrul mutilat al unui neam și catastrofa unei istorii naționale redusă la statutul de sub-istorie și de negru pustiu.

Alexandru TARNOPOL

COMITETE NAȚIONALE SI PRECESE VERBALE

de I. G. MUGUR

Răsfoind catalogul arhivei de presă de la British Muzeum, am descoperit o micuță revistă tipărită la Paris în 1918 și intitulată : "LA TRANSYLVANIE", Organe du Comité National des Roumains de Transylvanie, du Banat et de Bucovi ne".

Din cele citite în această revistă am aflat, - pentru prima oară, - că la acea epocă exista în străinătate și o altă organizație politică românească în afara de aceea condusă de răposatul Take Ionescu !

În contrast însă cu actuala situație, în "exilul" nostru așa zis politic, "Comitetele Naționale" de la Paris, în 1918, nu erau organizații politice rivale și nici nu se acuzau reciproc, înjurându-se ca o șatră țigănească, de hoții de "fonduri" sau de reprezentări fictive.

Motivul existenței lor era scuzat de situația creată, juridic și de facto, în urma "păcei separate" care, legal, îl handicapa pe Take Ionescu să reprezinte în străinătate și pe frații noștri de peste Carpați.

Și atunci, ca și acum, asemenea organizații politice dispuneau de diferite "FONDURI" și primeau diferite subvenții cari le asigura funcționarea în sensul scopului patriotic urmărit în comun. În această privință, un proces verbal în care se înregistrează cele discutate în ședința din ziua de 3 August 1918, ne dă lecții de onestitate și patriotism asupra felului cum trebuie să fie administrate asemenea "fonduri" și "subvenții" :

- Dl. Drăghicescu anunță că a primit, prin intermediul Dlui FRANKLIN-BULLON, din partea guvernului francez, o sumă de 20.000 fr. și precizează că această donație nu a fost solicitată.

- Dl. Comșa cere să se stabilească anumite reguli pentru întrebuințarea unor asemenea fonduri și propune ca ele să fie în mod automat vărsate casieriei comitetului. De asemenea, dl Comșa stipulează că : "oricare cheltuieli să fie ordonate de către Președintele și Secretarul General și verificate de o comisiune de conturi compusă din dnii Vuia, Pangrați și Mironescu.

Adunarea aprobă în întregime, cu vot unanim, toate cele propuse de dl Comșa.

După aproape o jumătate de secol, generația actuală poate citi cu admirație și profund respect cele înregistrate de acest proces-verbal, la Paris, în 1918.

Ne întrebăm cu cât sentiment de scârbă și nemărginit dispreț vor citi generațiile viitoare PROCESUL-VERBAL în care au fost înregistrate, în ședința Curții de Apel din Berna, în Mai 1950, detaliile "fondului" administrat de dl C. Vișoianu.

Nu cred că mai este nevoie să ne întrebăm cine verifică întrebuințarea "subvențiilor" primite de "C.N.R."ul dlui Vișoianu, din partea guvernului american prin intermediul lui "Free-Europe".

I.G.M.

DE-AR FI ADEVĂRAT

O agenție de presă din Viena a publicat o informație după care guvernul comunist de la București ar fi dispus să revadă situația Bisericii catolice din România și să studieze, împreună cu Sfântul Scaun, un plan pentru îmbunătățirea raporturilor dintre autoritatea de Stat din R.P.R. și Vatican. Inițiativa aceasta - preciza informația citată - ar fi însă condiționată de "buna voință" a Vaticanului, care ar trebui să facă "primul pas, cerând această întâlnire bilaterală".....

Dacă între Sf. Scaun și guvernul din București s'ar ajunge la tratativele anunțate de știrea citată, tratativele acestea vor trebui să contemple și să caute o soluție și pentru problema Bisericii Unite suprimate, problemă încă vie, încă actuală ; mai actuală ca oricând, astăzi, când Rusia încurajează și (deocamdată în umbră) susține revendicările maghiare în Transilvania. Dacă între Vatican și Republica Populară Română se vor avea tratative pentru îmbunătățirea raporturilor lor, tratativele acestea nu vor putea să nu includă și revizuirea acelei grosolane, criminale erori comise în epoca staliniană de conducătorii comuniști români, care a fost lichidarea unei Biserici ce reprezintă însuși sufletul și conștiința națională a Ardealului românesc și latin.

O Biserică nu e o administrație oarecare, care poate fi dilatată sau restrânsă și chiar suprimată după plăcere. Puși în ilegalitate și aruncați în închisori preoții uniți și episcopii lor, marea majoritate a credincioșilor s'au adresat preoților catolici de rit latin, aproape toți unguri, pentru a putea continua practicile religioase ale credinței lor ; dar nu sunt rare cazurile în care drama acestor credincioși fără Biserică a devenit, în mâna preoților unguri, un instrument de luptă cu totul de altă natură decât cea religioasă.

Asimilarea forțată a credincioșilor uniți din Transilvania la Biserica ortodoxă a creiat apoi un precedent cât se poate de primejdios, favorabil mașinațiilor minorității maghiare din Ardeal. Prin înaltul cler din Ungaria, a cărui voce (spre deosebire de aceea a unicului episcop român încă în viață, P.S.S. Hossu, constrâns să tacă în sihăstria sa de la Căldărușani) este ascultată la Roma, această minoritate, în prevalență catolică, agită acum problema realipirii Transilvaniei la Ungaria, prospectând, în sprijinul tezei lor, că mai curând sau mai târziu minoritatea maghiară catolică de rit latin din Ardeal va fi la rândul ei înglobată cu forța în ortodoxie, întocmai ca uniții români.

Problema Transilvaniei e astăzi una din marile preocupări ale guvernului dela București. Dar să nu se uite că problema politică a Transilvaniei e și problema religioasă, e în primul rând problema religioasă a acestui ținut. Unirea cu Roma a avut pentru Românii din Transilvania semnificația unei revoluționare regăsiri a conștiinței lor de popor și a afirmării latinității lor. Sunt două realități care nu pot fi separate și de faptul acesta responsabilii de suprimarea unei Biserici care reprezintă însuși sufletul românesc și latin al Ardealului, nu și-au dat seama. Incep să-și dea seama astăzi, sub presiunea unor evenimente care scoțând Tara de sub călcâiul muscălesc, o expun acum la primejdiile unui mișelesc șantaj politic.

Nu Vaticanul trebuie să facă "primul pas" pentru întoarcerea în legalitate a celor două Biserici catolice din România. Inițiativa trebuie să pornească dela cei care s'au făcut răspunzători de o greșală astăzi devenită o armă primejdioasă în mâinile dușmanilor, ale Ungurilor. Facă ei acest prim pas aducător de siguranță, de echilibru, de legalitate. Facă-l pentru salvarea acelorși valori în numele cărora a fost proclamată schisma economică, care a restituit României o margine considerabilă de autonomie, în echilibrul economic al blocului sovietic, pe care n'o au nici una din celelalte State satelite.

"ACTIUNEA CATOLICA ROMANA" Director C. Drăgan

CEASUL AL DOISPREZECELEA

de : I.D.M.

În sbuciumatul nostru exil, ca și în mai vechile timpuri de bejenie, Biserica ne-a fost, și ar fi trebuit încă să ne fie, o vatră de lumină, de nădejdie și de pace.

Din nefericire, în ce privește grupul Românilor refugiați dela Paris, nu așa stau lucrurile.

Ba din contră. Rădăcina ascunsă a neînțelegerii, a gâlcevii permanente și a nestinsei noastre amărăciuni se găsește a fi prins cap viu tocmai la Biserica din Paris, unde slujește, înveșmântat de beznele nesupunerii la cateriseală, fostul preot Boldeanu.

"Curierul Românesc" în repetate rânduri, s'a făcut ecoul întrebărilor de tot felul și al neliniștilor din ce în ce mai adânci de care se găsesc încercați, de la o vreme încoace, credincioșii români dela Paris, marturi zi de zi ai sacrilegiului bezmetic și ai manevrelor mai mult decât suspecte - dezbinarea, urile secrete și clevetirile subterane, diversiunea și dezinformația la ordinea zilei - care toate își au originea, directă sau prefăcut indirectă, în umbra altarului pângărit de la rue Jean de Beauvais.

Or, toate acestea sunt, într'un anumit sens, lucruri normale, absolut normale. Căci, dacă nesupunerea la caterisirea pronunțată de către Mitropolitul Visarion Puiu asupra ființei preoției dlui Vasile Boldeanu este adevărată - și această caterisire este, pentru noi, un articol de credință și de indiscute il adevăr creștin - atuncia, simpla prezență a îndepărtatului de la altar la locul însuși unde el nu mai are ce căuta, reprezintă, pentru el ca și pentru noi, un păcat de moarte : starea de fapt prezentă constituie, așa dar, prin ea însăși, un focar de păcătoșenie mare, de întunecare a credinței, de trădare a celor sfinte și de provocățiune satanică. Dacă simbolul lui Christos se împlinește prin unirea păcii celor adevărate și netrecătoare, simbolul Satanei nu poate fi decât acela prin care se împlinește lucrarea desbinării făcătoare de amărăciune și de ură.

Tot ce vine de la altarul pângărit al Bisericii din strada Jean de Beauvais și cât aceasta stare de lucruri va mai dura, va purta, deci, fatal, semnul marelui nenorociri, semnul mutilațiunii harului preoțesc ce se îndărătnicește a-și căuta adăpost acolo de unde i s'a ridicat și canonică isgonire, semnul minciunii dătătoare de moarte, al întunericului și al urei nemărturisite.

Din punctul de vedere al adevărului credinței noastre, aceasta este situația actuală a Bisericii românești de la Paris și aceasta este și rațiunea adâncă a nenorocirii noastre, secretul neputinței noastre de a regăsi lumina și pacea creștinătății noastre acolo unde ele își au locul lor de a fi și sfânta lor așezare nevăzută.

Cu fiecare zi ce trece, faptele ne dau, din nefericire, tot mai mult dreptate.

La timpul său, "Curierul Românesc" a protestat cu ultima violență, urmat fiind, întru aceasta, de cea mai mare parte a credincioșilor, împovărați hirotonisirii dlui C.V. Gheorghiu, protejatul - în sensul cel mai dubios al cuvântului, după cum s'a dovedit cu hotărârea acestuia de a se întoarce în țară, invitat de autoritățile comuniste de la București - d-lui Vasile Boldeanu, hirotonisire de avant-gardă și mult în spiritul vremii, dl Boldeanu slujind, în această împrejurare, alături de un bogat sobor de polițai, etc. Probabil ca să ferească pe noul presupus hirotonisit de entuziasmul și de vătămătura credincioșilor, ne-am zis noi, atuncia.

Or, astăzi, și fără de nici o mirare, aflăm că dl Vasile Boldeanu se găsește, ca să zicem așa, la cuțite, cu dl C.V. Gheorghiu, de care la rândul său se leapădă și S.S. Episcopul Dr. Teofil Ionescu. Toți contra tuturor.

Sfânta Scriptură zice că "împărăția Satanei este împărțită în contra ei însăși". Lucru ce se vede clar la cazul în discuție.

Cum dl Vasile Boldeanu, în nenorocirea lui, s'a rupt astfel până și de col din urmă dintre cetașii lui, și cum starea canonică în care se află d-sa cere, fără de răgaz, ca ura de care se găsește posedat să-și caute zi și noapte o victimă spre devorare - "Querens quem devoret..." , Petre, I, 5/8 -noi credem că se va îndrepta, în curând, în contra sa însuși.

La această cotitură, noi îl așteptăm cu toată mila noastră.

Mult a fost, puțin a rămas !

I.D.M.

IAR POLITICA LA MOSCOVA

Cazanul fierbe din nou la Moscova, unde Brejnev nu se va putea menține. Kossyguine va rămâne la putere ca președinte al Consiliului. Se prea poate ca el să dețină o putere reală dar tot așa de bine să nu fie decât un figurant.

Pentru moment, două grupuri se înfruntă pentru precădere. Mai întâi grupul tehnocraților cari vor să înlocuiască pe Brejnev prin Podgorny ca prim secretar al Comitetului central. Acest grup este strâns legat în jurul noului secretar al Comitetului central, Dimitri Feodorovici Ustinov, fostul șef al industriei armamentului, susținut de foștii lui colaboratori, Constantin Rudniev (fost șef adjunct al industriei armamentului și actualul vice-președinte al Consiliului de Miniștri), Leonid Smirnov (fost șef al Comitetului construcției aeronautice și acum vice-președinte al Consiliului) ; Vladimir Novikov (fost șef al planificării de stat, dat afară de H rușciov iar acum vice-președinte al Consiliului și șef al Consiliului Superior al Economiei naționale). Prin intermediul lui Ustinov, acest grup are legături strânse cu unii mareașali din URSS, anume mareașalul Aerului Sudieț, mareașalul Nicolae Voronov, directorul artileriei sovietice, și mareașalul Matviev Zakharov, șef al statului-major general, toți militari ținuți în umbră în ultimii ani ai erei hrușceviste. Aceștia au de gând să facă unele reforme liberale în domeniul agriculturii și al economiei, împreună cu Kossyguine ca președinte de consiliu exercitând o putere efectivă. În această împrejurare, partidul comunist n'ar juca rolul principal, care ar fi asumat de tehnocrați (economisti și tehnicieni).

Celălalt grup vrea să mențină supremația poliției politice, sub oblăduirea unei supremații a partidului comunist din URSS. Adevăratul său șef este Alexandru Chelepine, care ar înlocui pe Brejnev. Acest grup este susținut de noile echipe ale poliției politice, dirijată de șeful KGB-ului (Securitatea de Stat) Vladimir Semitșanski și cei trei generali de poliției Ivașutine, generalul-locotenent Zakharov (omonim fără rudenie al șefului de stat major, Zakharov însoțea pe Hrușciov în toate călătoriile sale), generalul Roman Rudienko (omonim fără rudenie al mareașalului aviator. Roman Rudienko este procuror general al URSS și președinte al Tribunalului special care judecă cazurile de spionaj, contra-revoluție, rezistență anti-comunistă și orice alte activități subversive); generalul Vladimir Tikunov, ministrul apărării ordinei publice.

Acest grup este viguros susținut de secretarul general al Tineretului comunist, S. Pavlov, și de col mai tânăr membru al Praesidiumului Comitetului Cen-

tral, Dumitru Stepanovici Poliansky (48 de ani, singurul fără portofoliu ministerial). După ce ar elimina pe Brajnev, acest grup al lăsa pe Kossyguine în loc, fără putere efectivă, până ce, de voie de nevoie, ar lăsa locul lui Poliansky.

Mikoyan, președintele Sovietului suprem, adică șeful Statului, ar reprezenta cantitate neglijabilă pentru toată lumea și ar rămâne în loc.

Primul grup are în urma lui numeroși simpatizanți. Cel de al doilea grup este compus din "apparatchiki" (funcționari ai aparatului de Stat și komsovoli). Ar lua puterea numai în urma unui putsch despre care se vorbește la Moscova ca de o posibilitate pentru sfârșitul lui Iulie. Primul grup are un program politic liberalizant. Al doilea, vrea puterea pentru putere. Orice pronostic, în ceea ce privește, este prematur, dar el este capabil de orice în toate direcțiile (atât întărire a dictaturii cât și liberalism demagogic).

În ultimele săptămâni, fortificațiile Kremlinului nu lasă să treacă decât puține informații. Pentru mulți observatori ai politicii sovietice, această tăcere pare amenințătoare.

*

Protestările șovăelnice și puțin convingătoare ale Rușilor împotriva acțiunilor americane în Vietnam, au scăzut considerabil deja prestigiul Rusiei în lumea asiatică. Nimeni nu posedă probe concrete, dar se pare că în Kremlin părerea sunt împărțite și că pozițiile lui Brejnev și Kossyguine nu mai sunt atât de solide. Mareșalii sunt aceia care în primul rând nu sunt dispuși a accepta în mod pasiv o astfel de pierdere de prestigiu. Un articol apărut în ziarul militar "Krasnaia Svesda" (Steaua Roșie), în care vii critici sunt lansate la adresa Pe-kingului și a Washingtonului, tind urechile. Jurnalul atrage atenția asupra unei sub-estimări a forței militare sovietice și califică pe Americani, în ce privește evenimente din Vietnam, de "nebuni aroganți", care-și închipuie a fi stăpânii lumii. Probabil pentru a respinge unele reproșuri făcute de Chinezi, ziarul continuă zicând că partidul comunist al Uniunii Sovietice nu răspândia iluzii și nu hrănea poporul sovietic cu legende asupra slăbiciunii militare a agresorului.

În spatele acestei situații, se aude, pare-se, mîrfiala mareșalilor roșii, care sunt de părere că politica urmată de Brejnev și Kossyguine nu este destul de dură, destul de realistă. Dar așa cum s'a mai spus, sunt puține dovezi despre o tensiune între diriguitorii politici și militari ai Rusiei - vocea "Stelei Roșii" ar putea însă constitui o dovadă.

.....
LUCRARI DE LITERATURA UNIVERSALA. In 1965, la Editura pentru literatură universală din București, se va tipări în prima ediție o serie de lucrări valoroase, printre care epopeea "Lusiada" de Camoens, nemuritoarea poveste de dragoste "Tristan și Isolda", celebrul roman "Don Quijotte" de Cervantes, tipărit pentru prima oară în România integral.

Colecția "Clasicii literaturii universale" se va îmbogăți și cu alte titluri : "Schite și povestiri" de O'Henry, o culegere de povestiri din creația prozatorului american Bret Harte, o antologie a nuvelei austriece din sec. al XIX-lea, romanele "Sfârșitul burghezilor" de scriitorul belgian Camille Lemonnier, "Roderick Random" de Tobias Smolett, "Jude neînțeleșul" de Thomas Hardy și "Jurnalul" lui Samuel Pepys. In aceeași colecție vor fi traduse din literatura franceză "Viața lui Henri Brulard" de Stendhal, "Nababul" de Alphonse Daudet și ciclul "Istorie contemporană" de Anatole France. Literatura germană este prezentă cu o selecție din opera lui Theodor Fontane, literatura polonă cu "Tărâniile" de W. Reymont, literatura italiană cu lucrările "Inchisorile mele" de Silvio Pellico și "Vicerăgii" de Federico de Roberto, iar literatura chineză cu romanul "Ciudatele istorisirilor ale lui Liao Ciai" de Pun Sun-lin.

COMANDOURI DE MARINARI SI DE POLITISTI CAUTA LA PRINTUL CAROL

AL ROMANIEI, PE BANDITUL CAILOR FERATE EVADAT

DAR NU-L GASESC ...

de Alain MANEVY

Londra-Luni 12 Iulie

Evadarea lui Ronald Biggs, locotenentul N° 2 al gang-ului din trenul poștal, va turmenta încă mult timp pe Sir Frank Soskice, ministrul de Interne al Majestății Sale. Azi dimineață e rândul prințului Carol al României de a interveni în această afacere senzațională.

Consilierul prințului a cerut, în cursul nopții, ministrului de Interne, să publice o declarație fără nici un echivoc, astfel încât să disocieze în mod categoric și public numele său de afacerea furtului fabulos din trenul poștal Glasgow-Londra.

Intr'adevăr, în intervalul de 24 de ore, vineri și sâmbătă dimineața, polițiștii englezi au perchiziționat de două ori în două proprietăți ale prințului Carol al României.

Vineri, la Winterford House, un domeniu girat de o societate al cărui director este prințul Carol, poliția a montat o adevărată operație militară : 150 de oameni, 32 mașini radio, comandouri ale poliției armate și echipate cu măști contra gazelor, au năpustit înlăuntrul domeniului, încercuind imobilul. După trei ore de perchiziții, au plecat fără nici un rezultat.

Sâmbătă, la Poole Harbour, locuința personală a prințului, în regiunea Dorset, a fost și mai bine : un helicopter din Royal Navy, comandouri ale marinei, vedete păzitoare de coaste au ajutat o sută de polițiști să încercuiască castelul conținând 60 de camere unde stră-strănepotul reginei Victoria își petrecea weekend-urile cu soția. În ciuda protestărilor lui, perchiziția a avut loc timp de două ore. Totul a fost cercetat cu deamănuntul. Nici în una nici în cealaltă locuință nu s'a găsit urme despre Biggs. Prințul - în vârstă de 36 de ani - e furios.

Prințul are interese la Soc. "Munro property investments Co" căreia s'a adresat pentru a cumpăra de curând domeniul din Winterfold unei persoane locuind în Irlanda. Dl. Bill Munro a făcut cunoscut ieri seară că societatea sa a fost altădată în relații de afaceri cu un procurator John Wheeler. Or; acest John Wheeler, 41 de ani, împlinește actualmente o pedeapsă de trei ani închisoare pentru complicitate în furtul trenului poștal...

Probabil că urmărind această filieră, poliția a hotărât aceste două perchiziții.



.....

Ca urmare a tratativelor purtate la București, întreprinderea de stat de comerț exterior "Mașinimport" a convenit cu compania "Universal Oil Products", una din cele mai importante firme furnizoare de procedee, instalații petroliere și petrochimice din S.U.A., încheierea unui contract pentru livrarea unei instalații de cracare catalitică de mare capacitate.

Această instalație, care va funcționa pe baza unui procedeu modern de fabricație înzestrată cu un înalt grad de automatizare, va prelucra rezidii petroliere grele, transformându-le în produse valoroase cum ar fi benzină cu cifră octanică ridicată și motorină de calitate superioară pentru motoare Diesel.

Instalația va produce în același timp o cantitate importantă de gaze pentru chimizare.

.....

EPIGRAME

de I. BRAILLEANU

"SAPTAMANA TARILOR CAPTIVE"
în U.S.A.

Ca să mențină ridicat
Moralul "TARILOR CAPTIVE"
Și L.B.J. a proclamat
Activități fictive :

Ceremonii de carnaval
Și rugăciuni săptămânale
Ce le îngroapă anual
Cu pompe funerale !

*

PROGRES TEHNIC
și
LIBERTATE SOCIALA SOVIETICA ?

Azi cricare gospodar
Poate, inter-planetar,
Să circule cu "rachete" !

Insă-n Rusia nu poate
Și nu are libertate...
Nici măcar cu bicicleta !

*

LIBERALIZARE ?

"SCINTEIA" ne informează
Că sloganuri leniniste
De acum garantează
LIBERTATE PRESEI COMUNISTE !

INTERESU și PROGRESU

Tilea n-are "interes" !
Insă să ajute vrea,
Dacă-i vorba de "progres".
Și-n export de chereștea ?

*

O NOUA CONSTITUTIE R.P.R.-istă

Să confirme că este în plină "evoluție"
R.P.R.-ul a inventat o nouă CONSTITUTIE :
- Sloganuri învechite și deghizate să fie
Ca o aceeași Marie cu altă pălărie ?



TRIEUNA CITITORILOR

Domnule Director,

Citind "Glasul Patriei", mi-a atras atențiunea numele autorului articolului : "Coordonate noi în agricultura românească", tov. Dr. Ernest Ene.

Acest articol este, în mod evident, destinat propagandei. Cine îl citește își poate spune că, într'adevăr, mari progrese se vor fi făcut în R.P.R. grație noului regin.

Dar mai întâi de toate, cine este tov-ul Dr. Ernest Ene ?

Trebuie să-l cunoaștem ca să ne putem da seama de adevărul celor scrise de el, de valabilitatea mărturiei sale.

Fost mare proprietar agricol pe moșie de zestre, fost director de bancă și fost director general la Ministerul de Industrie și comerț sub ministerialatul lui Virgil Madgearu, cel asasinat mișelește de banda lui Traian Boeru, tov. Dr. Ernest Ene a navigat cu o surprinzătoare și evidentă abilitate de la liberali la țărăniști, pentru a sfârși aruncându-și ancora în mocirla trădării comuniste, alături de Petru Groza și sub oblăduirea vigilentă a forțelor sovietice de ocupație, când, administrator la Banca Națională, și-a văzut încredințată misiunea de a da lovitura de grație economiei naționale și împlini jaful organizat al țării prin "reforma monetară" dictată de Partidul Comunist.

Dar ce spune tov. Dr. Ernest Ene, fost mare moșier, despre actuala și fosta organizație agricolă a României ?

Textual :

"Pe întinsul câmpiilor nu s'au mai văzut plugari necăjiți, apăsând cu greu pe coarnele plugului, cu grindeiul de lemn tras anevoie de o pereche de cai slabi sau de două vaci porumbace (sterpe, n.n.) din care una luată cu împrumut. Astăzi pretutindeni, pe ogoarele țării se desfășoară în tot anul un mare eșalon de mecanizate..." etc.

Postul mare moșier de zestre nu pregetă în a mărturisi, apoi, că substanțele fertilizatoare nu se dau decât pentru agricultura socialistă, adăugând, nu fără o anumită candoare, că, în urma tractoarelor, un tânăr inginer agronom supraveghează arăturile, măsurând, cu carnetul în mână, adâncimea brazdei. La sate - spune tov. Dr. Ernest Ene - funcționează sute și sute de cursuri pentru popularizarea științei agricole, ale cărei noi coordonate ne sunt înșiruite convingător: mecanizare, chimizare, îmbinare a științei cu obiceiul, etc.. Or, toate acestea la un loc fac azi fericirea nemai întâlnită a muncitorului agricol din R.P.R., și așează pe baze cu totul noi belșugul socialist al țării.

Tot acest delir marxisto-propagandistic n'are însă nici un fel de legătură cu realitatea.

Evident, progrese s'au făcut, nu numai în agricultură, ci peste tot.

Însă dacă așa stau lucrurile acum și dacă, mai ales, critica trecutului întreprinsă de actualul regin comunist de la București s'ar arăta să fie valabilă, îl întreb pe tov. Dr. Ernest Ene cum își poate explica, totuși, situația dramatică, ba chiar direct catastrofică a agriculturii în R.P.R. în general și a muncitorilor agricoli în particular ? Că doar ai fost moșier, tovarășe, la timpul tău, și cred că nu te-ai ramolit ca să nu-ți mai aduci nici măcar aminte că, pe vremuri, înainte de "eliberarea" țării de sub "jugul fascisto-moșieresc", în România, cu arăturile făcute așa cum afirmi, cu două mârtoage prăpădite, se putea hrăni țara întreagă, ba chiar și exporta din plin, în toată Europa. În timpul războiului an-

ti-sovietic, România a hrănit Germania și Italia, trimițând grâne chiar și Franței, prin Vichy, și aceasta în cele mai critice condițiuni de exploatare, floarea tinerimii țărănești găsindu-se pe front, în apărarea Europei. Or, nici măcar în timpul războiului, în România, nu s'a văzut necesitatea de a se impune cartele de pâine.

În schimb astăzi, în R.P.R., numai câteva orașe mari nu au cartele de pâine, acestea menținându-se încă în tot restul țării ca în primele zile ale ocupației sovietice, muncitorilor distribuindu-li-se rația după gradul și felul muncii depuse.

La sate, nici măcar mălai nu se mai găsește.

Cooperativele însărcinate cu distribuția mălaiului la sate, îl amestecă din oficiu cu țărâțe, care fermentează și se încing de la sine, făcându-l amar și imposibil de consumat.

Tov Dr. Ernest Eene, care locuiește la București, a văzut poate cum sătenii din jurul capitalei vin dimineața la oraș cu traista plină, aducând ce au mai putut găsi prin grădinile lor, și fac schimb pe o bucată de pâine, chiar rece și veche, spre a-și mai potoli foamea.

Cu toate coordonatele de care ne vorbește autorul articolului citat din "Glasul Patriei" - mecanizare, chimizare, selecționare, fertilizare și mai știu eu ce - foamea, marea foame din R.P.R. nu se va potoli nici prin raționalizările colhoznice ale muncii și nici prin orânduiri de muncă silnică ale așa ziselor gospodării agricole sătești.

" Temelia oricărui progres nu poate fi decât cea a omului muncind liber pe propriul lui ogor, după cum însăși firea neamului nostru o cere.

Numai regăsindu-și libertatea ei fundamentală agricultura românească, prin ea însăși ca și într'un cadru european mai larg, va putea să depășească pozitiv situația și condițiile catastrofice de astăzi, impuse cu silnicie țărănimii românești de cei care, atacându-se la libertatea acesteia, și-au propus în realitate să distrugă însăși ființa vie a Neamului românesc.

N.R.B.

.....

IZVOR DE FRUMUȘETE

Cu prilejul comemorării a 75 de ani dela moartea marelui scriitor Ion Creangă, Societatea de Științe istorice și filologice din R.P. Română, a organizat o serie de acțiuni menite să contribuie la adâncirea cunoașterii și studiului operei acestui clasic al literaturii române.

Astfel, filiala din București prezintă la Muzeul de istorie a orașului, un ciclu de expuneri intitulate : "Elemente umaniste în poveștile lui Ion Creangă", "Mihail Sadoveanu despre stilul artistic al lui Ion Creangă", "Ion Creangă în literatura universală" și altele.

La sesiunea științifică dela Humulești, organizată de filialele regiunilor Iași și Bacău, profesori de specialitate din învățământul de cultură generală și superior vor susține comunicări cu privire la valorificarea artistică a limbii populare în opera lui Ion Creangă, elemente umaniste în "Amintiri din copilărie", realități istorice, etnografice și lingvistice întâlnite în povestirile lui Ion Creangă, etc.

.....

NOTE

La Paris, a încetat din viață Georges LITMAN, mare industriaș, Cavaler al Legiunii de Onoare.

Figură de o rară eleganță și discreție, care a simțit, a suferit și a participat direct, deși aproape negțit de nimeni, la sbuciumul și la nădejdiile exilului românesc de la Paris, timp de cincisprezece ani de zile, Georges Litman, fără să ceară niciodată nimic în schimb, a desfășurat o imensă activitate de ajutorare a studenților și a intelectualilor, a organizațiilor și instituțiilor românești în exil.

Serviciul religios a fost oficiat de Monseignorul Cosma, dela Misiunea Catolică Română din rue Ribéra.

*

Primum vestea decesului, survenit la Londra, a prințului Matila Costiescu Ghyka, diplomat, filosof și estetician, în vârstă de 83 de ani.

Viața prințului Matyla Ghyka, urmașul unei vechi familii domnitoare din Moldova și Valahia, diversă și agitată, nu este lipsită de interes, dar numele său va rămâne în istoria mișcărilor artistice contemporane prin strălucirea pe care acest teoretician a exercitat-o.

Născut la Iași în 1881, a fost primit cu titlu de străin la Școala Navală, și-a făcut studiile pe vasul BORDA la Brest și a participat la ultima campanie a fregatei "Iphigénie" ca aspirant. A intrat apoi în cariera diplomatică, numit la Berlin și apoi la Londra. În 1916 el reia serviciu în marină, ca ofițer de legătură român. Cu începere din 1919, din nou diplomat, el se perindă în Statele-Unite, la Londra, la Roma, la Madrid, la Varșovia, la Viena, la Paris înainte de a fi numit ministru plenipotențiar la Stockholm și, cu același titlu, în 1940, la Londra. Spre sfârșitul vieții, a fost profesor în Statele Unite (Virginia).

Prințul Matyla Ghyka a publicat, la N.R.F. următoarele lucrări: "Esthétique des proportions dans la nature et dans les Arts" (1927); "Le Nombre d'Or" două volume (1931), "Pluie d'étoiles" (1935), "Essai sur le rythme" (1938), "Tour d'horizon philosophique" (1946), "Sortilèges du verbe" (1945).

Lucrarea "Nombre d'or" a marcat o dată în istoria esteticii. Mai mult speculativă decât științifică, reinnodând cu tradiția pytagoriciană, studiindu-i influența asupra modului de expresie occidentală, ea rămâne o frumoasă carte. Foarte bogată în idei, urmând puțin gândirea lui Paul Valéry asupra morfologiei în materie și artă, ea a făcut obiectul unui studiu atent la unii pictori - Jacques Villon, Severini, etc. - deoarece corespundea unei nevoi a inteligenței și a sensibilității, și răspundea unor preocupări artistice din cercurile post-cubiste. "Eseul asupra ritmului", tezele sale muzicale, au produs un efect foarte stimulant asupra tuturor problemelor marginale cari se pun lumii naturii și a artelor.

*

Din țară ne sosește întristătoarea veste a dispariției, în urma unei grele și îndelungate suferințe, a Doamnei Theodora Sghibariț, sora marelui și bunului nostru prieten, răposatul profesor Nicolae Penescu.

Generația mai tânără a exilului românesc la Paris își amintește astăzi, cu duioșie și cu întristare, de venerabila și luminoasă figură a Doamnei Sghibariț, care, alături de fratele său, căruia atâția îi datorează mult sau totul, a știut să facă din casa cu adevărat românească de pe avenue Charles Floquet, o vatră de dragoste, de ajutor și de îndrumare, în cele mai critice momente ale exilului, sau atunci când singurătatea sau lupta noastră de fiecare zi se arătau prea apăsătoare.

Fie-ne îngăduit ca pe această cale să transmitem familiei Penescu mărturia marelui tristeți ce ne încearcă, precum și sincerile noastre condoleanțe.

*

La Muzeul de artă al R.P.R. s'a deschis în Februarie trecut o expoziție de artă contemporană românească. Au fost expuse 80 de lucrări de pictură și 30 de sculptură, achiziționate de Muzeu în ultima vreme. Printre cei peste 100 de artiști plastici ale căror lucrări sunt cuprinse în zisa expoziție se aflau Corneliu Baba, H. Catargi, Al. Ciucurencu, Ligiă Macovei, M.H. Maxy, Ion Pacea, sculptorii Cornel Medrea, Boris Caragea, Ion Irimescu, Zoe Baicoianu, Ov. Maitec, Ion Vlad și alții.

*

În cadrul unor săpături efectuate de colaboratorii Institutului de istorie și arheologie al filialei din Iași a Academiei R.P.R., au fost scoase la iveală la Cucorani și în împrejurimile localităților Huși, Iași și Gura Humorului, mai multe așezări omenești datând din secolele 3 și 4 înainte de era noastră. Au fost descoperite cu acest prilej numeroase unelte de muncă, precum și o mare cantitate de vase ceramice, foarte asemănătoare celor dezgropate în Muntenia și Transilvania. Descoperirile menționate constituie o dovadă a existenței populației băstinașe pe întreg teritoriul țării noastre în urmă cu aproape 2.500 de ani.

*

Colecțiile Muzeului regional de istorie Ploești s'au îmbogățit anul acesta cu o serie de lucrări originale ale pictorilor Lecca, Chladek și Szatmary. Printre noile piese achiziționate se află și litografia "Bosforul în 1850", precum și două picturi în ulei intitulate "Tunuri" și "Stradă în Nicopol", ale pictorului N. Gri-gorescu, realizate în timpul războiului pentru independență. De asemenea, celor peste 8.000 de exponate ale muzeului li s'au mai adăugat o colecție cu peste 3.000 de monede, datând din perioada feudală, un caiet al poetului G. Coșbuc cu traduceri, un manuscris al lui I.L. Caragiale din 1908, etc.

*

Editura Meridiane a tipărit în primul trimestru al anului 6.250.000 vederi alb-negru și color. Ilustratele înfățișează monumente istorice, peisaje din Valea Prahovei și Valea Oltului, imagini din diferite stațiuni balneo-climaterice, de pe litoral, din orașele țării. Urma să apară apoi felicitările-illustrate de primăvară, în format mic. Se vor tipări de asemeni plicuri cu ilustrate care prezintă opere de artă. Ele cuprinde reproduceri ale operelor existente în Galeriile de artă națională și universală ale Muzeului de artă al R.P.R.. Unul din plăcuri este dedicat, în întregime, unor sculpturi ale lui Constantin Brâncuși.

*

În regiunea Dobrogea se execută lucrări de restaurare, conservare și protejare a unor monumente arheologice. La Constanța se restaurează edificiul roman cu mozaic. În latura nordică a edificiului se vor construi câteva încăperi unde vor fi expuse piese arheologice descoperite în timpul lucrărilor de cercetare. Tot aici, pentru protejarea terasei, se va înălța o nouă construcție.

*

Muzeul de istorie a orașului București a inaugurat un ciclu de comunicări privind istoria Capitalei. Cu acest prilej, mai mulți muzeografi au vorbit despre noile descoperiri făcute pe șantierele arheologice din București.

*

Rédacteur en chef de la Publication
Constantin ARSENE
Rédactrice Responsable : Vella ELIADIS
Ronéotype aux Ed. ESSOR - 75 rue de Flandres
PARIS 19^{ème}
